

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
<b>ar piesūtišanu:</b>	<b>bez piesūtišanas:</b>
par: Ls	(saņemot kantori) par: Ls
gadu . . . . . 22,—	gadu . . . . . 18,—
1/2 gadu . . . . . 12,—	1/2 gadu . . . . . 10,—
3 mēn. . . . . 6,—	3 mēn. . . . . 5,—
1 „ . . . . . 2,—	1 „ . . . . . 1,70
atsevišķu num. . . . . 15,—	atsevišķu num. . . . . 1,10
	pie atkāpārdev. . . . . 13,—

**Latvijas valdības**  
Iznāk katru dienu, izņemot



**Redakcija:**  
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 3. stāvā  
Telefons 20032  
Runas stundas no plkst. 9 līdz 12

**oficiāls laikraksts**  
svētdienas un svētku dienas

**Sludinājumu un abonementa**  
pieņemšana no plkst. 8.30 līdz 15.30  
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 2. dzīv.  
Telefons 20031

<b>Sludinājumu maksa:</b>	
a) tiesu sludināj. līdz 25 vienslej. rind.	Ls 6,—
par katru tālāko rindiņu . . . . .	„—,25
b) tiesu sludin. par negodīgu un netīrīgu veikalnieku sodīšanu līdz 25 viensl. r.	„ 8,—
par katru tālāko rindiņu . . . . .	„—,25
c) citu iestāžu slud. par katru viensl. r.	„—,30
d) priv. pers. oblig. slud. par katru viensl. r.	„—,35
e) par nozaud. dok. izslud. par katru dok.	„ 1,50
f) par sadegušu dok. izslud. katrai pers.	„ 1,—

209. num.

Ceturtdien, 1938. g. 15. septembrī

Divdesmitpirmais gads

Nolīgums par naudas pārvedumiem un nolīguma par naudas pārvedumiem izpildu reglaments. (Turpinājums pie likuma par Kairas pasta kongresā parakstīto Pasaules pasta Konvenciju un Nolīgumiem.)  
Sabiedrisko lietu ministr. lēmumi par dažu biedrību slēgšanu.  
Dzelzsceļu virsvaldes rīkojumi.  
Zemes ierīcības iestāžu lēmumi.

Union postale universelle.

## Arrangement concernant les mandats de poste

conclu entre

L'Albanie, l'Allemagne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, la Bulgarie, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la République de Cuba, le Danemark, la Ville libre de Danzig, la République Dominicaine, l'Egypte, l'Espagne, l'ensemble des Colonies espagnoles, l'Estonie, l'Ethiopie, la Finlande, la France, l'Algérie, les Colonies et Protectorats français de l'Indochine, l'ensemble des autres Colonies françaises, la Grèce, la République du Honduras, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, l'ensemble des Colonies italiennes, le Japon, le Chosen, l'ensemble des autres Dépendances japonaises, la Lettonie, les Etats du Levant sous Mandat français (Syrie et Liban), la République de Libéria, la Lithuanie, le Luxembourg, le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole), le Maroc (Zone espagnole), le Nicaragua, la Norvège, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, Curaçao et Suriname, les Indes néerlandaises, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale, les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie, la Roumanie, la République de Saint-Marin, la République de El Salvador, le Territoire de la Sarre, le Siam, la Suède, la Confédération Suisse, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Turquie, la République O. de l'Uruguay, l'Etat de la Cité du Vatican, les Etats-Unis de Venezuela, l'Yémen et le Royaume de Yougoslavie.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, vu l'article 3 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'Arrangement suivant:

### CHAPITRE I.

#### Disposition préliminaire.

##### Article premier.

Conditions de l'échange des mandats.

L'échange des mandats de poste, entre ceux des Pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du présent Arrangement.

### CHAPITRE II.

#### Emission des mandats.

##### Article 2.

Versement. Récépissé.

Les Administrations contractantes déterminent la forme dans laquelle les déposants doivent verser les sommes d'argent qu'ils désirent convertir en mandats de poste. Un récépissé doit être délivré gratuitement au déposant.

##### Article 3.

Enoncé du montant. Taux de conversion.

1. Sauf arrangement contraire, le montant de chaque mandat est exprimé dans la monnaie du pays où le paiement doit avoir lieu.
2. L'Administration du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination. Elle détermine également le cours à payer par l'expéditeur, lorsque le pays d'origine et le pays de destination ont le même système monétaire.

##### Article 4.

Montant maximum à l'émission.

Chaque Administration a la faculté de fixer le montant maximum des mandats qu'elle émet, à condition que ce maximum n'excède pas 1000 francs. Toutefois, les mandats relatifs au service postal émis en franchise de taxe par application des dispositions de l'article 6 ci-après peuvent dépasser le maximum fixé par chaque Administration.

##### Article 5.

Taxes.

1. La taxe à payer par l'expéditeur pour chaque mandat se compose d'une taxe fixe qui ne peut dépasser 25 centimes par mandat et, en outre, d'un droit proportionnel de 1/2% au maximum de la somme versée.
- Chaque Administration a la faculté d'adopter, pour la perception du droit proportionnel, l'échelle qui répond le mieux à ses convenances de service.
2. Les mandats échangés par l'intermédiaire d'un des pays participant à l'Arrangement, entre un autre de ces pays et un pays non participant, peuvent être soumis par l'Administration intermédiaire à un droit supplémentaire prélevé sur le montant du titre.

##### Article 6.

Franchise de taxes.

1. Les mandats relatifs au service postal et échangés, soit entre les Administrations postales, soit entre ces Administrations et le Bureau international sont exempts de toutes taxes postales.
2. Il en est de même des mandats concernant les prisonniers de guerre, expédiés ou reçus dans les conditions prévues pour les correspondances à l'article 49, § 2, de la Convention.

##### Article 7.

Mandats télégraphiques.

1. Les mandats peuvent être transmis par le télégraphe dans les relations entre les Administrations dont les pays sont reliés par un télégraphe d'Etat ou qui consentent

## Kara ministra pateicība.

Izsaku savu sirsnīgāko pateicību visiem, kas mani atcerējušies un apsteikuši šī gada 12. septembrī.

Kara ministris ģen. J. Balodis.

à employer à cet effet la télégraphie privée; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques.

Les mandats peuvent également être transmis par la télégraphie sans fil entre les Administrations qui se sont déclarées d'accord à ce sujet.

2. Sauf arrangement contraire, les mandats télégraphiques peuvent, comme les autres télégrammes privés et aux mêmes conditions que ces derniers, être soumis aux formalités de traitement ou de transmission prévues aux Règlements de service annexés à la Convention internationale des télécommunications en vigueur, dans la mesure où ces formalités sont applicables aux mandats télégraphiques.

3. L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer la taxe ordinaire des mandats et la taxe du télégramme.

4. L'expéditeur d'un mandat télégraphique peut ajouter au texte du mandat une communication particulière pour le destinataire, pourvu qu'il en paie le montant d'après le tarif.

5. Les mandats télégraphiques ne peuvent être grevés d'aucuns frais télégraphiques autres que ceux qui sont prévus par les règlements télégraphiques internationaux.

### Article 8.

Avis de paiement.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut, aux conditions déterminées par l'article 55 de la Convention pour les avis de réception et dans le délai d'un an à partir du versement des fonds, demander un avis de paiement de ce mandat. Cet avis lui est transmis par la voie postale exclusivement.

### Article 9.

Remise par exprès.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire peut demander la remise des fonds à domicile, par porteur spécial, immédiatement après l'arrivée du mandat, aux conditions fixées par l'article 48 de la Convention.

Toutefois, l'Administration de destination a la faculté de faire remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre lui-même, pour autant que ses règlements intérieurs le comportent.

### CHAPITRE III.

Paiement des mandats.

#### Article 10.

Paiement.

Le montant des mandats doit être payé aux bénéficiaires en monnaie légale du pays de destination.

#### Article 11.

Montant maximum au paiement.

Sauf arrangement contraire, le montant maximum des mandats payables dans un pays est le même que celui qui a été adopté par ce pays pour l'émission.

Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, dans une même localité, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par le pays de destination, le bureau destinataire est autorisé à échelonner le paiement des titres de telle façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

#### Article 12.

Inscription en compte courant postal.

Chaque Administration peut se charger de verser en compte courant postal le montant des mandats, suivant les règles en vigueur dans son service des chèques postaux. Dans ce cas, les mandats sont considérés comme valablement payés.

#### Article 13.

Droit de remise à domicile.

Il peut être perçu sur le bénéficiaire d'un mandat un droit de remise lorsque le paiement a lieu à domicile.

#### Article 14.

Droit pour autorisation de paiement.

Dans le cas où la perte d'un mandat n'est pas due à une faute de service, il peut être perçu sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, pour l'autorisation de paiement mentionnée à l'article 108 du Règlement, un droit égal à celui auquel peut donner lieu la réclamation d'un objet de correspondance.

#### Article 15.

Mandats adressés poste restante.

Lorsqu'un mandat est adressé poste restante, la taxe spéciale prévue par l'article 38 de la Convention peut être perçue sur le bénéficiaire. Cette taxe ne suit pas le mandat en cas de réexpédition ou de mise en rebut.

#### Article 16.

Remise des mandats télégraphiques.

1. La remise des mandats télégraphiques a toujours lieu dans les formes prévues à l'article 9. Lorsque l'Administration de destination fait remettre par exprès les fonds à domicile, elle peut percevoir, de ce chef, une taxe spéciale en tenant compte, le cas échéant, des frais d'exprès qui ont été payés par l'expéditeur.

2. Si l'Administration destinataire fait remettre par exprès, au lieu des fonds, un avis d'arrivée du mandat ou le titre lui-même, cette remise s'effectue sans frais pour



le bénéficiaire: toutefois, lorsque le domicile de ce dernier se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination et que l'expéditeur n'a pas payé les frais de remise par exprès, ceux-ci peuvent être perçus sur le bénéficiaire.

#### Article 17.

##### Durée de validité des mandats.

1. Les mandats sont valables jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de leur émission. Ce délai est prolongé de six mois dans les relations avec les pays éloignés. Passé ce terme, les mandats ne peuvent plus être payés que sur un visa pour date donné par l'Administration qui les a émis et à la requête de l'Administration de destination.

2. Le visa pour date donne au mandat une nouvelle durée de validité égale à celle qui est prévue au § 1.

3. Dans le cas où l'expiration du délai de validité n'est pas due à une faute de service, il peut être perçu pour le visa pour date un droit égal à celui auquel peut donner lieu la réclamation d'un objet de correspondance.

#### Article 18.

##### Endossement des mandats.

Est réservé à chaque pays le droit de déclarer transmissible par voie d'endossement, sur son territoire, la propriété des mandats provenant d'un autre pays contractant.

### CHAPITRE IV.

#### Retrait. Modification d'adresse. Réexpédition. Rebuts. Réclamations.

#### Article 19.

##### Retrait des mandats. Modification d'adresse.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées par l'article 51 de la Convention, aussi longtemps que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre.

S'il s'agit d'une modification d'adresse demandée par voie télégraphique, la taxe du télégramme est augmentée de la taxe applicable à une lettre recommandée de port simple.

#### Article 20.

##### Réexpédition des mandats.

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire, les mandats peuvent être réexpédiés sur le pays de la nouvelle destination, soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire, lorsqu'un échange de mandats existe entre le pays réexpéditeur et le pays de la nouvelle destination.

2. Lorsque la réexpédition des mandats ordinaires ou télégraphiques a lieu par voie postale et que le pays de la nouvelle destination entretient un échange de mandats de poste, sur la base de l'Arrangement, avec le pays d'origine, il n'est perçu, de ce chef, aucun supplément de taxe. Si le pays de la nouvelle destination n'entretient pas d'échange avec le pays d'origine, la réexpédition est effectuée au moyen d'un nouveau mandat dont la taxe est déduite du montant à transmettre.

3. La réexpédition, par voie télégraphique, des mandats ordinaires ou télégraphiques est admise si le pays de la nouvelle destination entretient avec celui de la destination primitive un échange de mandats télégraphiques.

En pareil cas, il est émis un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction des frais postaux et télégraphiques afférents au nouveau parcours.

4. Les mandats ordinaires ou télégraphiques originaux de pays ne participant pas à l'Arrangement, mais qui entretiennent un échange de mandats de poste avec un pays contractant, peuvent, si les arrangements spéciaux ne s'y opposent pas, être réexpédiés, par voie postale ou télégraphique, de ce dernier pays sur un tiers pays signataire de l'Arrangement. Cette réexpédition est effectuée au moyen d'un nouveau mandat dont la taxe est déduite du montant à transmettre.

Dans les mêmes conditions, les mandats ordinaires ou télégraphiques originaux de pays contractants peuvent être réexpédiés sur un pays ne participant pas à l'Arrangement.

#### Article 21.

##### Mandats tombés en rebut.

1. Les mandats refusés, de même que les mandats dont les bénéficiaires sont inconnus, partis sans laisser d'adresse ou partis pour des pays sur lesquels la réexpédition ne peut être effectuée, sont renvoyés immédiatement au bureau d'origine.

Les titres dont le paiement n'a pas été réclamé dans le délai de validité ordinaire sont renvoyés à l'Administration d'origine par l'Administration qui en est dépositaire.

2. Les mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque sont remboursés aux expéditeurs.

#### Article 22.

##### Réclamations.

1. La réclamation de tout mandat peut donner lieu à la perception d'un droit égal à celui qui est fixé pour la réclamation d'un objet de correspondance.

Ce droit est perçu pour chaque mandat, même si la réclamation concerne plusieurs mandats déposés simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même bénéficiaire.

Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour un avis de paiement.

2. La réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non autorisée n'est admise que dans le délai d'un an à partir du lendemain du dépôt des fonds.

Chaque Administration est, toutefois, tenue de donner suite aux simples demandes de renseignements, introduites après ce délai, dont elle est saisie par une autre Administration au sujet de mandats émis depuis moins de deux ans.

3. Chaque Administration est obligée d'accepter les réclamations concernant des mandats émis par d'autres Administrations.

4. Lorsqu'une réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

### CHAPITRE V.

#### Responsabilité.

#### Article 23.

##### Etendue de la responsabilité.

Les sommes versées pour être converties en mandats de poste sont, dans le délai de prescription fixé par la législation du pays d'origine, garanties aux déposants jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.

Passé le délai d'un an prévu à l'article 22, § 2, les Administrations ne sont plus responsables des paiements sur faux acquits.

#### Article 24.

##### Exception au principe de la responsabilité.

Les Administrations sont dégagées de toute responsabilité du chef du service des mandats de poste, lorsque la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été admise autrement, elles ne peuvent rendre compte du paiement par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure.

#### Article 25.

##### Paiement des sommes réclamées.

Lorsque le paiement d'un mandat est contesté et pour autant que la responsabilité du service postal est engagée, l'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement, si les fonds sont à remettre au véritable bénéficiaire, et à l'Administration d'origine, s'ils sont à rembourser à l'expéditeur.

L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer son recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.

#### Article 26.

##### Délai de paiement.

1. Le réclamant doit être désintéressé le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

L'Administration expéditrice peut différer exceptionnellement le remboursement au delà du délai prévu à l'alinéa précédent lorsque, malgré la diligence apportée par les Administrations à l'examen d'une affaire, ce délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer les responsabilités.

2. L'Administration d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'Administration de paiement qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler trois mois sans donner de solution à l'affaire; ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

#### Article 27.

##### Détermination de la responsabilité.

1. La responsabilité incombe à l'Administration d'origine, sauf le cas où l'Administration de paiement n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs.

2. Une erreur commise dans la transmission télégraphique d'un mandat à l'intérieur du pays d'origine ou de celui de destination engage la responsabilité de l'Administration postale du pays où l'erreur a été commise. Si l'erreur s'est produite dans le service télégraphique d'un pays intermédiaire ou s'il n'est pas possible de déterminer le lieu où elle a été commise, l'Administration d'origine et l'Administration de paiement supportent le dommage par parts égales.

3. Il en est de même en cas de transmission de faux mandats télégraphiques ou de paiement de faux mandats ordinaires, lorsque la responsabilité ne peut être établie ou lorsque la fraude, en ce qui concerne les mandats télégraphiques, a été commise dans un pays intermédiaire sans qu'il puisse en être obtenue réparation.

#### Article 28.

##### Remboursement à l'Administration d'origine des sommes déboursées.

L'Administration de paiement pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé par l'Administration d'origine est tenue de rembourser à celle-ci le montant de ses débours dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

Il en est de même en ce qui concerne le règlement du dédommagement dans les cas prévus à l'article 27, §§ 2 et 3.

Le remboursement à l'Administration créancière s'effectue sans frais pour cette Administration, soit au moyen d'un mandat de poste, d'un chèque ou d'une traite payable à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, soit en espèces ayant cours dans le pays créancier, soit encore, d'un commun accord, par inscription au crédit de ce pays dans le compte des mandats. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'Administration d'origine est productive d'intérêt, à raison de 5% l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

### CHAPITRE VI.

#### Comptabilité. Mandats prescrits.

#### Article 29.

##### Partage des taxes et des droits.

1. L'Administration d'origine bonifie à l'Administration de destination, dans les conditions prescrites par le Règlement, une quote-part fixe de 10 centimes par mandat, plus 1/4% de la somme totale des mandats payés.

2. En cas de réexpédition d'un mandat, le pays de la nouvelle destination touche, quelle que soit la taxe effectivement perçue par l'Administration d'origine, les bonifications de taxes qui lui seraient dévolues, si le mandat lui avait été primitivement adressé.

3. Sauf stipulations contraires du présent Arrangement, chaque Administration garde en entier les taxes qu'elle a perçues.

#### Article 30.

##### Décompte.

Chaque Administration dresse mensuellement les comptes sur lesquels sont récapitulées toutes les sommes payées par ses bureaux. Les comptes mensuels donnent lieu à l'établissement d'un compte général. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapporte.

Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation à l'aide d'un compte général. Chaque Administration règle alors à l'Administration correspondante le montant total du compte mensuel établi par celle-ci.

Les comptes sont soldés par l'Administration débitrice dans les délais fixés par le Règlement.

#### Article 31.

##### Liquidation.

1. Sauf arrangement contraire, le paiement du solde du compte général ou le règlement des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que le pays créancier applique au paiement des mandats de poste.

En cas de non-paiement dans les délais fixés, le solde d'un compte général ou le montant d'un compte mensuel est productif d'intérêt, à dater du jour de l'expiration desdits délais jusqu'au jour où le paiement a lieu.

Cet intérêt est calculé à raison de 5% l'an.

2. Il ne peut être porté préjudice aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement, concernant l'établissement des comptes et leur liquidation, par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction des transferts, etc.

#### Article 32.

##### Mandats prescrits.

Les sommes converties en mandats de poste dont le montant n'a pas été réclamé dans les délais de prescription sont définitivement acquises à l'Administration d'origine.

### CHAPITRE VII.

#### Dispositions diverses.

#### Article 33.

##### Bureaux participant à l'échange.

Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour assurer, autant que possible, le paiement des mandats dans toutes les localités de leur pays.



## Article 34.

## Participation d'autres Administrations.

Les pays dans lesquels le service des mandats relève d'Administrations autres que celle des postes peuvent participer à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement.

Il appartient à ces Administrations de s'entendre avec l'Administration des postes de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement. Cette dernière Administration leur sert d'intermédiaire pour leurs relations avec les Administrations des autres pays contractants et avec le Bureau international.

## Article 35.

## Application des dispositions d'ordre général de la Convention.

Les dispositions d'ordre général qui figurent aux Titres I et II de la Convention sont applicables au présent Arrangement, à l'exception, toutefois, des dispositions faisant l'objet de l'article 7.

## Article 36.

## Interdiction de droits fiscaux ou autres.

Indépendamment de l'interdiction prévue par l'article 27 de la Convention, les mandats ainsi que les acquits donnés sur les mandats ne peuvent être soumis à un droit ou à une taxe quelconque.

## Article 37.

## Bons postaux de voyage.

L'échange de bons postaux de voyage entre ceux des pays contractants dont les Administrations conviennent d'établir ce service, est régi par les dispositions du Supplément annexé au présent Arrangement.

## Article 38.

## Approbation des propositions faites dans l'intervalle des réunions.

Pour devenir exécutoires, les propositions faites dans l'intervalle des réunions (articles 19 et 20 de la Convention) doivent réunir:

- l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions ou de la modification des dispositions des articles 1 à 11, 13 à 19, 22 à 31, 36, 37, 38 et 39 du présent Arrangement et 101, 102, 104, 110, 119 et 120 de son Règlement;
- les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions du présent Arrangement autres que celles qui sont mentionnées à l'alinéa précédent, des articles 103, 105, 106, 108, 111 et 112 de son Règlement, ainsi que du Supplément concernant les bons postaux de voyage;
- la majorité absolue, s'il s'agit de la modification des autres articles du Règlement ou de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement, de son Règlement et du Supplément concernant les bons postaux de voyage, hors le cas de dissentiment à soumettre à l'arbitrage prévu à l'article 11 de la Convention.

## Dispositions finales.

## Article 39.

## Mise à exécution et durée de l'Arrangement.

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 1935 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement de l'Égypte et dont une copie sera remise à chaque Partie.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

Pour l'Albanie: Pan. Nasse.	Pour la France: M. Lebon.
Pour l'Allemagne: K. Orth K. Ziegler Dr. W. Seebass.	L. Genthon P. Grandsimon A. Cabanne Dusserre.
Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite: Fawzan El-Sabek.	Pour l'Algérie: E. Huguenin.
Pour la République Argentine: R. R. Tula.	Pour les Colonies et Protectorats français de l'Indochine: Nicolas.
Pour l'Autriche: Dr. Rudolf Kuhn.	Pour l'ensemble des autres Colonies françaises: J. Cassagnac.
Pour la Belgique: O. Schockaert. E. Mons.	Pour la Grèce: V. Dendramis J. Lachnidakis.
Pour la Bolivie: Ernesto Cáceres.	Pour la République du Honduras: Dr. Tuccimei.
Pour Edmundo de la Fuente, Ernesto Cáceres.	Pour la Hongrie: Charles de Forster.
Pour la Bulgarie: Iv. Kataroff.	Pour l'Islande: C. Mondrup Arne Krog.
Pour le Chili: R. Suarez Barros.	Pour l'Italie: Pietro Tosti Galdi Michele.
Pour la Chine: Hoo Chi-Tsai. Chang Hsin-Hai Huang Nai-Shu.	Pour l'ensemble des Colonies italiennes: Crety Domato.
Pour la République de Colombie: E. Zaldúa P.	Pour le Japon: Masao Seki T. Harima J. Kageyama.
Pour la République de Cuba: Alfredo Assir.	Pour le Chosen: Masao Seki. Ryuzo Kawazura.
Pour le Danemark: C. Mondrup. Arne Krog.	Pour l'ensemble des autres Dépendances japonaises: T. Harima H. Fujikawa.
Pour la Ville libre de Danzig: R. Starzyński.	Pour la Lettonie: Ls Roulet.
Pour la République Dominicaine: Luis Alejandro Aguilar.	Pour les Etats du Levant sous Mandat français (Syrie et Liban): Cianfarelli L. Pernot.
Pour l'Égypte: M. Charara. E. Maggiar S. A. Ghalwash.	Pour la République de Liberia: Pour la Lithuanie: Pour le Luxembourg:
Pour l'Espagne: Alonso Caro. A. Ramos.	Pour le Maroc (à l'exclusion de la Zone espagnole): H. Duteil.
Pour l'ensemble des Colonies espagnoles: Demetrio Pereda.	
Pour l'Estonie: G. E. F. Albrecht.	
Pour l'Éthiopie: Alamou Tch.	
Pour la Finlande: G. E. F. Albrecht.	

Pour le Maroc (Zone espagnole):

A. Ramos.

Pour le Nicaragua:

Victor Drán M.

Pour la Norvège:

Klaus Helsing,  
Oskar Homme.

Pour la République de Panama:

E. Zaldúa P.

Pour le Paraguay:

R. R. Tula.

Pour les Pays-Bas:

Duynstee  
v. Goor.

Pour Curaçao et Surinam:

Hoogewoening.

Pour les Indes néerlandaises:

Perk  
Bril.  
Hoogewoening.

Pour le Pérou:

Ernesto Cáceres.

Pour Edmundo de la Fuente,

Ernesto Cáceres.

Pour la Perse:

S. A. Rad.  
R. Ardjomende.

Pour la Pologne:

R. Starzyński.

Pour le Portugal:

A. de Q. R. Vaz Pinto  
A. C. Bianchi.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique occidentale:

Ernesto Julio Navarro.

Pour les Colonies portugaises de l'Afrique orientale, de l'Asie et de l'Océanie:

Mario Corrêa Barata da Cruz.

Pour la Roumanie:

Ilariu Maneanu  
C. Stefanescu.

Pour la République de Saint-Marin:

Crety Donato.

Pour la République de El Salvador:

Pour le Territoire de la Sarre:

Pour le Siam:

Pour la Suède:

Anders Örne  
Gunnar Lager  
Arvid Bildt.

Pour la Confédération Suisse:

Ls Roulet.

Pour la Tchécoslovaquie:

Václav Kučera  
Josef Rada.

Pour la Tunisie:

H. Duteil.

Pour la Turquie:

Yusuf Arifi  
M. Sakin  
M. Tevfik.

Pour la République O. de l'Uruguay:

Arturo C. Masanés.

Pour l'Etat de la Cité du Vatican:

Mgr. Giuseppe Mazzoli.

Pour les Etats-Unis de Vénézuëla:

Luis Alejandro Aguilar.

Pour l'Yémen:

Pour le Royaume de Yougoslavie:

Kosta Zlatanovitch.

## Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les mandats de poste:

## CHAPITRE I.

## Emission. Transmission. Paiement.

## Article 101.

## Formules de mandats.

Les mandats sont établis sur une formule confectionnée en carton résistant et conforme au modèle MP 1 ci-annexé.

## Article 102.

Indications à porter sur les formules. "Communications particulières.

1. Les inscriptions à faire sur les mandats doivent être formulées en chiffres arabes et en caractères latins, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

Le montant de la monnaie divisionnaire peut être indiqué en chiffres seulement, mais le chiffre des unités doit être précédé d'un zéro lorsqu'il n'y a pas de dizaines.

Les inscriptions au crayon ne sont pas admises. Toutefois, les indications de service peuvent être portées au crayon-encre.

2. L'adresse des mandats doit désigner le bénéficiaire de façon que la personnalité de l'ayant droit soit nettement déterminée.

Les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

3. Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules. L'expéditeur a, toutefois, le droit d'ajouter, sur le coupon, une communication particulière destinée au bénéficiaire du mandat.

4. Les mandats de service doivent porter au recto l'annotation „Service des postes“ ou une mention analogue.

## Article 103.

## Transmission des mandats.

Sauf arrangement contraire, les mandats sont transmis à découvert. Ils sont insérés dans les dépêches de la manière prescrite à l'article 157, § 1, du Règlement de la Convention.

## Article 104.

## Mandats télégraphiques.

1. Les mandats télégraphiques sont rédigés par le bureau de poste expéditeur et adressés au bureau de poste destinataire.

Ils sont dressés en français, sauf arrangement contraire, et libellés comme suit:

(Indications de service, s'il y a lieu.)

(Avis de paiement, s'il y a lieu.)

Mandat (N° postal d'émission.)

(Nom du bureau de poste de destination.)

(Nom de l'expéditeur.)

(Montant de la somme transmise.)

(Désignation exacte du bénéficiaire, de sa résidence et, s'il est possible, de son domicile.)

(Communication particulière, le cas échéant.)

Les indications du télégramme doivent toujours figurer dans l'ordre ci-dessus, 2. Les indications de service sont exprimées en toutes lettres ou d'après les abréviations autorisées dans le service télégraphique.

3. Lorsque les mandats télégraphiques sont émis, soit par des bureaux de poste de localités non dotées d'un service télégraphique, soit, dans des localités pourvues de plusieurs bureaux de poste, par un de ces bureaux non chargé du service télégraphique, le nom du bureau d'origine doit être indiqué immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante:

„Mandat 404 de ..... pour .....“

Si la localité où se trouve le bureau de poste destinataire n'est pas pourvue d'un bureau télégraphique, le mandat télégraphique doit porter l'indication du bureau postal destinataire et celle du bureau télégraphique qui le dessert.

En cas de doute quant à l'existence d'un bureau télégraphique dans la localité ou lorsque le bureau télégraphique desservant ne peut être indiqué, le télégramme-mandat doit porter, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du pays de destination, soit ces deux indications ou toute autre indication jugée suffisante pour l'acheminement du télégramme-mandat.



4. Le montant de la somme transmise doit être exprimé en chiffres et, en ce qui concerne les unités monétaires (franc, reichsmark, etc.), en toutes lettres dans la monnaie du pays de destination.

5. Lorsqu'il s'agit d'un bénéficiaire féminin, le nom patronymique, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots „Madame“ ou „Mademoiselle“, à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement la personnalité de l'ayant droit.

L'expéditeur et le bénéficiaire ne peuvent être désignés par une abréviation ou un mot conventionnels.

6. L'indication du nom de la résidence du bénéficiaire peut être omise dans les cas où ce nom est le même que celui du bureau de poste de destination.

Pour les télégrammes-mandats adressés „poste restante“ ou „télégraphe restant“, l'indication de service correspondante, portée en tête du télégramme, suffit et il n'y a pas lieu de faire suivre le nom du bénéficiaire de la mention „poste restante“ ou „télégraphe restant“.

7. La répétition partielle est obligatoire (répétition, de bureau à bureau, des noms propres et des nombres).

8. Le bureau de poste expéditeur adresse sous enveloppe au bureau de poste destinataire, à titre confirmatif et par le plus prochain courrier, un avis d'émission du mandat, conforme au modèle MP 2 ci-annexé. Il est interdit d'appliquer des timbres-poste ou des empreintes d'affranchissement sur cet avis.

9. Le bureau destinataire doit effectuer le paiement sans attendre la réception de l'avis d'émission. Il rattache celui-ci, autant que possible, au mandat acquitté par le bénéficiaire.

10. Les Administrations ont la faculté d'autoriser les bureaux télégraphiques de localités pourvues d'un ou de plusieurs bureaux de poste à recevoir de l'expéditeur et à payer au lieu de destination le montant des mandats télégraphiques.

#### Article 105.

##### Avis de paiement.

1. Les mandats ordinaires dont l'expéditeur demande un avis de paiement doivent porter au recto et en tête l'annotation très apparente „Avis de paiement“.

2. Les dispositions des articles 126 et 127 du Règlement de la Convention concernant les avis de réception s'appliquent aux avis de paiement. Toutefois, lorsqu'un avis de paiement est demandé postérieurement au dépôt, il est fait usage, non de la formule C 13 prévue dans la Convention, mais de la formule MP 3 de l'Arrangement.

Les Administrations dont le régime intérieur ne permet pas l'emploi des formules jointes par l'Administration expéditrice sont autorisées à dresser des avis de paiement de leur propre service.

3. Le soin d'établir un avis de paiement pour un mandat télégraphique incombe à l'Administration destinataire qui le fait parvenir au bureau d'origine immédiatement après le paiement et sans attendre la réception de l'avis d'émission.

#### Article 106.

##### Mandats exprès.

Les dispositions de l'article 142 du Règlement de la Convention sont applicables aux mandats ordinaires à remettre par exprès.

## CHAPITRE II.

### Formalités diverses.

#### Article 107.

##### Mandats irréguliers.

1. Les mandats ordinaires dont le paiement n'a pu être effectué pour l'une des causes suivantes:

- indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou domicile des bénéficiaires,
- différences ou omissions de noms ou de sommes,
- ratures ou surcharges dans les inscriptions,
- omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service,
- indication du montant à payer dans une monnaie autre que celle qui est admise à cet effet par les Administrations correspondantes,
- emploi de formules non réglementaires,

sont renvoyés, le plus tôt possible, sous enveloppe, au bureau d'origine pour être régularisés, à moins que le bénéficiaire, ayant été avisé, ne réclame l'application des dispositions du § 2 ci-après.

Toutefois, dans les rapports avec les pays éloignés, l'Administration de destination est autorisée à faire payer les mandats dont le montant est indiqué dans une monnaie autre que celle qui est admise, lorsqu'elle est en état d'effectuer la conversion au taux dont se sert l'Administration d'émission, à condition d'en donner immédiatement avis à cette dernière. Les risques résultant de la conversion erronée sont à la charge de l'Administration qui l'a effectuée.

2. Si le bénéficiaire d'un mandat ordinaire le désire et offre de payer tous les frais, les irrégularités qui s'opposent au paiement peuvent être régularisées par la voie télégraphique, au moyen d'un avis de service taxé. Le mandat est, dans ce cas, conservé par le bureau de destination, lequel en opère la régularisation à la réception du télégramme rectificatif et joint ce télégramme au mandat.

Dans le cas où le télégramme rectificatif a été motivé par une erreur imputable au service, la taxe doit en être remboursée à qui de droit.

3. Les mandats télégraphiques dont le paiement ne peut être effectué par suite d'adresse insuffisante ou inexacte, ou pour une autre cause non attribuable au bénéficiaire, donnent lieu à l'envoi au bureau d'origine d'un avis de service télégraphique indiquant la cause du non-paiement. Le bureau d'origine vérifie si l'irrégularité provient d'une erreur imputable au service. Dans l'affirmative, il la rectifie sur-le-champ par avis de service télégraphique. Dans le cas contraire, il prévient l'expéditeur qui est admis à rectifier l'irrégularité par un avis de service taxé.

Les mandats télégraphiques dont l'irrégularité n'a pas été rectifiée dans un délai raisonnable au moyen d'un avis de service télégraphique sont régularisés dans la forme prescrite pour les mandats ordinaires.

4. Les mandats télégraphiques dont l'avis d'émission seul est parvenu, mais dont le télégramme fait défaut, ne doivent pas être payés au simple vu de la première de ces pièces: Avant tout, il y a lieu de réclamer le télégramme au moyen d'un avis de service télégraphique. Les avis d'émission qui ne seraient pas parvenus au bureau destinataire par premier courrier, après la date du mandat, sont réclamés au moyen d'un bulletin de vérification conforme au modèle C 18 annexé au Règlement de la Convention.

#### Article 108.

##### Mandats égarés, perdus ou détruits.

1. Les mandats égarés, perdus ou détruits peuvent être remplacés, à la demande de l'expéditeur ou du bénéficiaire, par des autorisations de paiement que délivre l'Administration d'origine, après avoir constaté, d'accord avec l'Administration de destination, que le mandat n'a été ni payé, ni remboursé, ni réexpédié.

La durée de validité des autorisations de paiement est la même que celle des mandats.

2. Lorsqu'un mandat est égaré, perdu ou détruit, et qu'il en est demandé simultanément le remboursement par l'expéditeur et le paiement par le bénéficiaire, l'autorisation doit être délivrée au profit du premier.

3. Lorsque le remboursement d'un mandat égaré, perdu ou détruit est réclamé par l'expéditeur, celui-ci doit produire le récépissé à l'appui de sa demande. L'Administration d'origine accorde le remboursement après s'être assurée que l'Administration de destination n'a pas payé et ne payera pas le mandat.

Lorsque l'Administration de destination répond qu'un mandat ne lui est pas parvenu, l'Administration d'origine peut délivrer une autorisation de paiement, sous la réserve que le mandat ne figure dans aucun des comptes mensuels dressés jusqu'à l'expiration de la durée de sa validité. Toutefois, si aucune réponse n'a été obtenue de l'Administration de destination dans le délai prévu à l'article 26, § 1, de l'Arrangement pour le désintéressement du réclamant, et si le titre ne figure sur aucun des comptes mensuels reçus à l'expiration de ce délai, l'Administration d'origine est autorisée à procéder au remboursement des fonds. Notification de ce remboursement est adressée sous pli recommandé à l'Administration de destination et le mandat, réputé désormais comme définitivement perdu, n'est plus susceptible d'être porté ultérieurement en compte.

#### Article 109.

##### Visa pour date.

Le visa pour date dont il est question à l'article 17 de l'Arrangement doit être inscrit sur le mandat même.

#### Article 110.

##### Retrait. Modification d'adresse.

1. Les dispositions des articles 148 et 149 du Règlement de la Convention sont applicables aux retraits ou modifications d'adresse des mandats de poste. Toutefois, les demandes postales de modification d'adresse doivent être accompagnées d'un fac-similé, sur papier ordinaire, de l'adresse du bénéficiaire avec tous les détails nécessaires.

S'il s'agit d'une modification d'adresse demandée par voie télégraphique, cette demande doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur „Confirmation de la demande télégraphique du ...“.

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir le mandat, à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Le bureau destinataire d'un mandat télégraphique doit, en outre, être en possession de l'avis d'émission, avant de donner suite à une demande de modification d'adresse.

Toutefois, l'Administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre la confirmation postale, ni, le cas échéant, l'avis d'émission.

2. S'il s'agit de la simple correction d'une adresse prévue par l'article 149 du Règlement de la Convention, il peut être procédé à la rectification sans attendre l'arrivée de l'avis d'émission.

#### Article 111.

##### Réexpédition.

1. Le bureau qui réexpédie un mandat ordinaire par voie postale biffe, s'il y a lieu, d'un trait de plume, les indications du montant du mandat de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. L'indication se trouvant sous la rubrique „Somme versée“ doit rester intacte. Le montant du mandat est converti en monnaie du pays de la nouvelle destination d'après le taux fixé pour les mandats émanant du pays réexpéditeur. Le résultat de la conversion est inscrit sur le mandat en chiffres et en toutes lettres, autant que possible au-dessus des indications primitives concernant le montant. La nouvelle indication du montant est signée par l'agent de service.

Le même procédé doit être suivi en cas de réexpéditions ultérieures.

En cas de réexpédition sur le pays de première destination, le bureau réexpéditeur rétablit le montant primitif; si la réexpédition a lieu sur le pays d'origine, il substitue au montant indiqué celui qui est inscrit, aux indications de service, en monnaie du pays d'origine.

2. La réexpédition d'un mandat télégraphique par voie postale est effectuée dans les mêmes conditions et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission. Toutefois, lorsque la réexpédition sur le pays d'origine a lieu avant l'arrivée de l'avis d'émission, le bureau réexpéditeur se borne à modifier l'adresse du bénéficiaire et biffe, d'un trait de plume, les indications du montant.

Le mandat est transmis sous enveloppe au bureau de la nouvelle destination. Il en est de même de l'avis d'émission dès son arrivée au bureau réexpéditeur.

3. En cas de réexpédition, par voie télégraphique, d'un mandat ordinaire, le bureau réexpéditeur établit un mandat télégraphique pour la somme restant après déduction de la taxe du télégramme et de la taxe postale. Cette dernière est calculée sur le montant du mandat original, déduction faite du montant de la taxe du télégramme.

La conversion en monnaie du pays de la nouvelle destination est effectuée dans les conditions prévues au § 1.

Le mandat original est quittancé par le bureau réexpéditeur et comptabilisé comme mandat payé, après avoir été revêtu de la mention „Réexpédié le montant de ..... à ..... sous déduction de la taxe de .....”.

Le coupon du mandat original est annexé à l'avis d'émission pour être remis au destinataire.

4. La réexpédition d'un mandat télégraphique par voie télégraphique est opérée dans les conditions indiquées au § 3 et sans qu'il y ait lieu d'attendre l'avis d'émission.

5. Les dispositions des §§ 3 et 4 sont applicables aux cas de réexpédition des mandats ordinaires ou télégraphiques originaires d'un pays contractant sur un autre pays contractant avec lequel le pays d'origine n'entretient pas un échange de mandats, ou sur un pays ne participant pas à l'Arrangement. Il en est de même en cas de réexpédition des mandats originaires d'un pays non participant sur un pays signataire de l'Arrangement.

6. Les demandes de réexpédition sont enregistrées, pour mémoire, par le premier bureau de destination, et, le cas échéant, par les bureaux destinataires ultérieurs. Le bureau qui opère la réexpédition d'un mandat dans les conditions prévues ci-dessus en donne avis au bureau d'émission.

#### Article 112.

##### Mandats tombés en rebut.

Préalablement au renvoi à l'Administration d'origine des mandats qui n'ont pu être payés aux bénéficiaires pour une cause quelconque, le bureau de destination les enregistre pour mémoire et les frappe du timbre ou les munit de l'étiquette dont l'usage est prescrit par l'article 147, § 1, du Règlement de la Convention, pour les correspondances tombées en rebut.

Les mandats télégraphiques renvoyés doivent être mis sous enveloppe, accompagnés des avis d'émission y relatifs.

Toutefois, les mandats créés dans les conditions prévues aux §§ 3, 4 et 5 de l'article 111 doivent être transmis à l'Administration qui les a établis; celle-ci en met le montant à la disposition de l'Administration dont émane le titre original, soit par voie de déduction au compte mensuel des mandats payés.

#### Article 113.

##### Réclamations.

1. Toute réclamation relative à un mandat ordinaire ou télégraphique est établie sur une formule conforme au modèle MP 3 ci-annexé et transmise, en règle générale, par le bureau d'origine directement au bureau de destination.



Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs mandats émis simultanément sur la demande du même expéditeur au profit du même bénéficiaire.

2. Lorsque le bureau destinataire est en état de fournir des renseignements définitifs sur le sort du titre réclamé, il renvoie la formule, complétée suivant le résultat des recherches, au bureau qui a reçu la réclamation. En cas de recherches infructueuses ou de paiement contesté, la formule est transmise à l'Administration du pays d'origine par l'intermédiaire de l'Administration du pays destinataire, en y ajoutant autant que possible une déclaration du bénéficiaire attestant qu'il n'a pas reçu le montant du mandat.

3. Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

#### Article 114.

##### Réclamations des mandats émis dans un autre pays.

Dans le cas prévu à l'article 22, § 3, de l'Arrangement, la formule de réclamation MP 3 est transmise à l'Administration d'origine. La formule doit être accompagnée du récépissé.

L'Administration d'origine doit être mise en possession de la formule dans les délais prévus aux articles 22 et 23 de l'Arrangement.

### CHAPITRE III.

#### Comptabilité.

##### Article 115.

##### Comptes mensuels.

1. Chaque Administration dresse, à la fin de chaque mois pour chacune des autres Administrations, un compte mensuel conforme au modèle MP 4 ci-annexé et sur lequel sont récapitulés, autant que possible dans l'ordre chronologique et suivant l'ordre alphabétique des noms des bureaux d'émission, tous les mandats payés par ses propres bureaux, pour le compte de l'Administration correspondante pendant le mois précédent.

Elle inscrit également sur ce compte le montant des taxes et des droits qui lui reviennent, en vertu de l'article 29, § 1, de l'Arrangement, sur les mandats payés par ses bureaux ainsi que, le cas échéant, le montant des remboursements et celui des intérêts prévus aux articles 28 et 31 dudit Arrangement.

2. Le compte mensuel est transmis à l'Administration débitrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte, accompagné des mandats de poste et des mandats télégraphiques quittancés, ces derniers complétés, autant que possible, par leurs avis d'émission.

Les avis d'émission qui parviennent à l'Administration de destination après l'envoi du compte sur lequel sont décrits les mandats télégraphiques auxquels ils se rapportent sont renvoyés à l'Administration d'origine annexés à l'un des comptes suivants.

3. A défaut de mandats payés, un compte mensuel négatif est adressé à l'Administration correspondante.

4. Les différences constatées par l'Administration débitrice dans les comptes mensuels sont reprises dans le premier compte mensuel à intervenir. Elles sont négligées si leur montant total n'excède pas 50 centimes par compte.

##### Article 116.

##### Comptes généraux.

1. En cas de liquidation à l'aide d'un compte général, ce compte est dressé par l'Administration créancière immédiatement après la réception des comptes mensuels et sans attendre qu'il ait été procédé à la vérification de détail de ces comptes. Le compte général est dressé sur une formule conforme au modèle MP 5 ci-annexé.

2. Le compte général doit être arrêté dans un délai de deux mois après l'expiration du mois auquel il se rapporte. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

Les Administrations peuvent s'entendre en vue de dresser le compte général par trimestre, par semestre ou par année.

##### Article 117.

##### Liquidation. Acomptes.

1. Sauf arrangement contraire, le solde du compte général ou les totaux des comptes mensuels sont réglés au moyen de chèques ou de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, en monnaie de ce pays et sans aucune perte pour lui, les frais du paiement restant à la charge de l'Administration débitrice.

2. Le paiement doit être effectué, au plus tard, quinze jours après réception du compte général ou, si un compte général n'est pas dressé, après réception du compte mensuel. Ce délai est d'un mois pour les pays éloignés.

Si les deux Administrations ne sont pas d'accord sur le montant de la somme à payer, la liquidation ne peut être différée que pour la partie contestée. En ce qui concerne cette partie, l'Administration débitrice est tenue de notifier à l'Administration créancière les raisons de la contestation, au plus tard dans le délai prévu à l'alinéa précédent.

3. Toute Administration qui se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30,000 francs-or, a le droit de réclamer, même avant la clôture du compte, un acompte ou solde provisoire jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Il doit être satisfait à cette demande dans un délai de huit jours. En cas de non-paiement à l'expiration de ce délai, les prescriptions de l'article 31 de l'Arrangement sont applicables.

### CHAPITRE IV.

#### Communications. Formules.

##### Article 118.

Communications à adresser au Bureau international et aux Administrations.

1. Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- la liste des pays avec lesquels elles échangent des mandats sur la base de l'Arrangement;
- la liste des bureaux qu'elles autorisent à émettre et à payer des mandats ou l'avis que tous leurs bureaux participent à ce service;
- le cas échéant, l'avis de leur participation à l'échange des mandats télégraphiques;
- le maximum qu'elles adoptent pour l'émission et le paiement des mandats;
- la monnaie dans laquelle doit être exprimé le montant des mandats à destination de leurs pays;
- le tarif qu'elles appliquent;
- la durée de délais après lesquels leur législation attribue définitivement à l'Etat le montant des mandats dont le paiement n'a pas été réclamé;
- le cas échéant, les taxes qu'elles perçoivent pour le paiement à domicile, la poste restante, le visa pour date, la réclamation et l'autorisation de paiement;
- leur décision en ce qui concerne la possibilité, dans leurs pays, de transmettre ou non les mandats par voie d'endossement;
- un exemplaire de la formule de mandat qu'elles emploient;

k) l'orthographe, dans la langue officielle de leur pays, des noms de nombre de 1 à 1000, qui sont à porter sur les mandats;

l) la liste des pays ne participant pas à l'Arrangement, pour lesquels elles peuvent servir d'intermédiaire pour l'échange des mandats;

m) le mode d'indication du droit qu'elles perçoivent sur les mandats émis.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

3. Les Administrations correspondantes doivent se communiquer directement les taux de conversion qu'elles appliquent et toutes les modifications ultérieures apportées à ces taux.

##### Article 119.

##### Formules à l'usage du public.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules:

MP 1 (Mandat de poste),

MP 3 (Réclamation).

##### Dispositions finales.

##### Article 120.

##### Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les mandats de poste.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

(Suivent les signatures.)

## Supplément concernant le service des bons postaux de voyage.

### TITRE I.

#### Dispositions fondamentales.

##### CHAPITRE I.

##### Emission de bons postaux de voyage.

##### Article premier.

##### Bons postaux de voyage.

Les Administrations qui sont convenues de participer au service émettent des bons postaux de voyage. Ces bons sont réunis en carnets.

##### Article 2.

##### Monnaie.

Les bons sont libellés en francs-or tels qu'ils sont définis par l'article 29 de la Convention.

##### Article 3.

##### Montant maximum.

Chaque bon est d'un montant fixe de 100 francs-or. Le montant maximum d'un carnet est de 1000 francs-or.

##### Article 4.

##### Taxes.

La taxe à payer pour chaque bon de 100 francs-or est fixée par l'Administration d'origine; cette taxe ne peut, toutefois, dépasser 1/2% de la somme versée.

##### Article 5.

##### Prix de vente.

Chaque Administration fixe elle-même le prix auquel elle débite les carnets. Elle peut ajouter à la valeur de parité du montant en francs-or une somme qui doit rester dans des limites aussi restreintes que possible et qui sert à la garantir des pertes au change.

### CHAPITRE II.

#### Paiement des bons.

##### Article 6.

##### Paiement.

1. Le montant des bons doit être remis aux bénéficiaires dans la monnaie du pays où ces titres sont présentés au paiement et au taux de parité du franc-or.

2. Le paiement des bons est effectué par l'Administration intéressée dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs pour les mandats de poste.

3. Les carnets de bons ou l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent ne sont transmissibles à des tiers ni par endossement ni par cession; ils ne peuvent être mis en gage.

4. Lorsque le service payeur ne dispose pas des fonds nécessaires au paiement du ou des bons qui lui sont présentés, le paiement peut être suspendu jusqu'au moment où le service en question se soit procuré les fonds.

##### Article 7.

##### Durée de validité.

Les bons sont valables pendant quatre mois à partir de la date de leur émission. Les mois se comptent de quantième à quantième, sans égard au nombre de jours dont ils se composent.

##### Article 8.

##### Opposition au paiement.

Sous réserve de ce qui serait prévu par la législation interne de chaque pays, les bureaux de poste ne donnent pas suite aux demandes qui sont présentées en vue de faire opposition au paiement de bons régulièrement émis.

### CHAPITRE III.

#### Responsabilité et comptabilité.

##### Article 9.

##### Etendue de la responsabilité.

1. Les Administrations ne sont pas responsables des conséquences que peuvent entraîner la perte, la soustraction ou l'emploi frauduleux de carnets ou de l'un ou l'autre des bons qu'ils contiennent.

2. Aucune réclamation ne peut être introduite contre l'Administration du pays d'émission si le carnet qui fait l'objet de la réclamation n'est pas produit.

En cas de perte d'un carnet ou d'un ou plusieurs bons, l'intéressé doit faire la preuve auprès de l'Administration d'émission qu'il a demandé la délivrance d'un carnet de bons et qu'il a versé, à cet effet, la somme totale correspondante. Le remboursement ne peut être effectué que lorsque ladite Administration s'est assurée que les titres déclarés perdus n'ont pas été payés, sans que le délai puisse excéder trois mois après l'expiration de la validité. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.



## Article 10.

## Partage des taxes.

L'Administration d'origine bonifiée à l'Administration qui a effectué le paiement  $\frac{1}{4}\%$  de la somme totale des bons payés.

## Article 11.

## Décompte.

Le décompte des sommes payées du chef des bons est dressé une fois par mois sur une formule conforme au modèle MP 6 ci-nnexé, à joindre aux comptes des mandats de poste.

## CHAPITRE IV.

## Dispositions diverses.

## Article 12.

Application des dispositions de l'Arrangement.

Les dispositions de l'Arrangement et de son Règlement s'appliquent aux bons pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans le présent Supplément.

## TITRE II.

## Dispositions réglementaires.

## CHAPITRE I.

## Emission des carnets.

## Article 13.

Descriptions des bons et des couvertures de carnets. Approvisionnement.

1. Les bons sont établis sur des formules conformes au modèle MP 7 ci-annexé.

Ils sont confectionnés en papier spécial, filigrané, avec impression de fond en guilloché; ils portent, imprimés, le nom du pays d'origine ainsi qu'un numéro de série allant de 1 à 100,000; ils sont revêtus à la partie gauche d'un timbre sec en relief, identique pour tous les pays, et représentant une tête de Mercure.

2. La couverture des carnets est conforme au modèle MP 8 ci-annexé.

Le nom du pays d'origine y est imprimé au recto.

3. Les bons et les couvertures de carnets doivent être de couleur bleu clair.

4. Les Administrations sont approvisionnées en bons et en couvertures de carnets par le Bureau international qui en fait assurer l'impression et les fournit au prix de revient.

## Article 14.

## Emission des bons.

Lors de l'émission, les bons sont revêtus, à la partie droite, de l'empreinte d'un timbre sec en relief, spécial au service qui les délivre.

## Article 15.

## Établissement des carnets.

1. Les bons dont l'émission a été demandée sont réunis et brochés en carnet, sous couverture MP 8. Ils sont classés dans leur ordre numérique.

2. Le service qui émet un carnet indique sur la couverture, dans l'emplacement réservé à cet effet, le dernier jour de validité des bons, au moyen d'une perforation qui traverse tout le carnet.

Il porte également sur les filets de cette couverture le nombre de bons émis ainsi que les numéros des premier et dernier de ces bons.

3. Les inscriptions doivent être faites à la main, à la machine à écrire ou au moyen d'un procédé mécanique d'impression.

4. Une empreinte du timbre sec en relief, visé à l'article 14, doit être apposée sur la couverture et à l'endroit prévu à cet effet, lors de l'établissement du carnet.

5. Une notice placée avant le premier bon de chaque carnet indique les pays dans lesquels peut avoir lieu le paiement des bons et les équivalents fixes de 100 francs-or pour ces pays.

## CHAPITRE II.

## Payement des bons.

## Article 16.

## Formalités.

Lors du payement, le montant de la somme payée dans la monnaie nationale du pays, la date et le nom du bureau sont portés sur le bon qui est ensuite annulé selon la réglementation intérieure.

## CHAPITRE III.

## Dispositions diverses.

## Article 17.

Communications à adresser au Bureau international.

1. Chaque Administration doit, trois mois au moins avant de mettre le service à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

a) la somme payée dans sa monnaie nationale pour 100 francs-or;

b) les taxes perçues à l'émission;

c) des spécimens des empreintes du timbre sec en relief qui est apposé sur les bons et sur les couvertures;

d) les services qui émettent les carnets.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

## Article 18.

## Formules à l'usage du public.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules:

MP 7 (Bon postal de voyage),

MP 8 (Couverture du carnet de bons postaux de voyage).

(Turpinājums sekos.)

Valsts tipografijā dabūjama šāda brošūra

## Likums par rūpniecības un amatniecības uzņēmumiem ar instrukciju, rīkojumu un rūpniecības un amatniecības nozaru klasifikāciju un citiem papildinājumiem.

Maksā: brošēta, bez piesūtišanas . . . 25 sant.  
„ ar piesūtišanu . . . 30 sant.

Valsts tipografija Rīgā, Valdemāra ielā 6.

## Valdības rīkojumi un pavēles.

## 2069. LĒMUMS.

1938. g. 9. septembrī, saskaņā ar likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām (Lik. kr. 1938. g. 49), slēdzu Anspoku lauksaimniecības biedrību „Grauds” un ieeļu tai par likvidācijas komisijas priekšsēdētāju Pēteri Utinānu un par locekļiem: Antonu Stolderu un Jāni Anspoku ar mājokli Preiļu pagasta namā.

Biedrība jālikvidē 4 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.  
Preses un biedr. depart.  
direktora v. i. M. Jansons.

## 2071. LĒMUMS.

1938. g. 6. septembrī, saskaņā ar likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām („Vald. Vēstn.” 1938. g. 36. num.), slēdzu „Vērgaļu sadraudzīgo biedrību” un ieeļu tai par likvidatoru Didrihu Treibachu ar mājokli Vērgaļu pag. Duķu mājās.

Biedrība jālikvidē 4 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.  
Preses un biedr. depart.  
direktora v. i. M. Jansons.

## 2072. LĒMUMS.

1938. g. 9. septembrī, saskaņā ar likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām (Lik. kr. 1938. g. 49), slēdzu „Latvijas atbrīvošanas cīņas brīvprātīgās kņaza Līvena karaspēka daļas dalībnieku biedrību”.

Biedrība jālikvidē biedrības dibinātājam 4 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.  
Preses un biedrību departamenta  
direktora v. i. M. Jansons.

## 2074. LĒMUMS.

1938. g. 9. septembrī, saskaņā ar likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām (Lik. kr. 1938. g. 49), slēdzu Dzirciema izglītības biedrību „Centība” un ieeļu tai par likvidatoru Albertu Remiņu ar mājokli Dzirciema pagasta namā.

Biedrība jālikvidē 4 mēnešu laikā pēc šī lēmuma izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.  
Preses un biedrību departamenta  
direktora v. i. M. Jansons.

Apstiprinu. 1938. g. 14. septembrī.

Satiksmes ministris B. Einbergs.

## 444. RĪKOJUMS.

### Par „Tarifa pasažieru un siksaiņu pārvadāšanai ar valsts dzelzceļu autobusiem” papildināšanu.

Tarifu pasažieru un siksaiņu pārvadāšanai ar valsts dzelzceļu autobusiem, kas izsludināts „Vald. Vēstn.” 1937. g. 223. numurā, grozīts un papildināts ar vēlākiem rīkojumiem un arī izdots Dzelzceļu virsvaldes atsevišķā izdevumā, papildināto sekojoši:

G. pielikumā Strenču-Ēveles un Strenču-Trikātas-Vijciema līnijas vienas reizes brauciena biļetu maksas tabelēs pieturu nosaukumā pēc vārda „Ēvele” ievietot „Rencēnu muiža” ar šādām maksām: līdz Strenčiem Ls 1,40 un 0,70, līdz Vecjērcēniem Ls 1,10 un 0,55 un līdz Ēvelei Ls 0,70 un 0,35.

Rīkojums spēkā ar 1938. g. 16. septembri.

Dzelzsc. galv. direktors K. Bļodnieks.  
Ekspluat. direktors J. Stakle.

Apstiprinu. 1938. g. 14. septembrī.  
Satiksmes ministris B. Einbergs.

## 445. RĪKOJUMS.

### Par grozījumiem un papildinājumiem valsts dzelzceļu preču tarifā.

Valsts dzelzceļu preču tarifa I un II daļas, kas izsludinātas „Valdības Vēstnesī” š. g. 137. numurā, un arī izdotas Dzelzceļu virsvaldes atsevišķos izdevumos, papildināt un grozīt šādi:

## I daļā:

1) 14. § priekšpēdējo un pēdējo rindkopas atvītot ar sekojošo: Nosakot likmes tiešo ārzemju satiksmju tarifos, no iepriekš

ievietotā tabelē uzrādītām veduma maksas likmēm ar ieskaitītu papildmaksu par preču izsūtīšanas un izdošanas darbiem var atskaitīt:

a) sūtījumiem, kurus ar tiešiem dokumentiem nosūta no Latvijas vai uz Latviju, līdz  $\frac{1}{2}$  papildmaksas un

b) sūtījumiem, kurus ar tiešiem dokumentiem nosūta caur Latviju, t. i. ja preču zīmē uzrādītā izsūtīšanas un arī gala stacija atrodas ārzemēs, papildmaksu līdz pilniem tās apmēriem.

2) 15. § 2. p. pēdējās rindkopas beigās ievietot sekojošo:

Tāpat, ja lielā ātruma siksūtījumā kopīgi pārvadā preces, kurām veduma maksu likmes paaugstināmas par 50% (sk. 16. §), un preces, kas nosauktas II daļas IV nodaļā, tad visam sūtījumam piemērojamas likmes ar 50% pieskaitījumu.

3) 16. § pirmo un otro rindkopas izteikt šādi:

Lielā ātruma sūtījumu veduma maksas aprēķināma pēc 14. § noteiktām likmēm, paaugstinot tās par 50%. Pēc % pieskaitīšanas likmes apaļojamas uz augšu līdz pilnam santimam.

50% pieskaitīšana veduma maksas likmēm neattiecas uz II daļas IV nodaļā paredzētiem precēm, kurām, pārvadājot lielā ātrumā, veduma maksas aprēķināma tāda pašā apmērā kā parastā ātruma sūtījumiem. Pārvadājot minētās preces siksūtījumos, nosacījums par veduma maksas aprēķināšanu parastā ātruma sūtījumiem noteiktos apmēros piemērojams tikai tad, ja minētās preces pārvadā ar atsevišķu preču zīmi.

4) 28. § e punktu (kas beidzas ar vārdiem „kā atpakaļsūtāmā tara nav tarifējams”) izteikt šādi:

e) Ja preču zīmē uzrādītās taras daudzums pārsniedz pievienotās apliecības uzrādīto taras gabalu skaitu vai preču zīmē uzrādītās taras veids neatbilst apliecības uzrādītām taras veidam, tad visa sūtījuma veduma maksas aprēķināma pēc vispārējā tarifa.

5) 45. § 1. p. pēc d burta ievietot šāda satura e burtu:

e) par padošanu no Mangaļu stacijas līdz A/S „Centrais sēklu eksports” noliktavām . . . . . 1 sant.

6) Tā paša punkta beigās ievietoto piezīmi izteikt šādi:

Piezīme. Pēc šīnī punktā noteiktām likmēm aprēķināmā padošanas maksas par katru siksūtījumu ņemama ne augstāka:

par Ls 6,— Liepājas stacijā,

„ „ 4,— Ventspils „

„ „ 3,— Rīgas krasta „

„ „ 3,— Mangaļu „

7) 45. § 2. pk. pirmā teikumā pēc vārda „iekraušanai” ievietot vārdus „un izkraušanai”;

8) tānī pašā paragrafā zem tabeles ievietoto 1. piezīmi izteikt šādi:

1. piezīme. Ja vagonu, kas padots preču iekraušanai, tā pieprasītājs neizlieto, tad maksas par vagona padošanu aprēķināma par 10 t pēc veduma maksu likmēm, kādas noteiktas tarifa 16. klasei attiecīgā ceļam vai atzarojumam iepriekš ievietotā tabelē noteiktā attālumā.

## II daļā:

1) pret 141. pozīciju eksportsūtījumiem piemērojamām klasēm paredzētās allēs ievietot šādus klasu apzīmējumus: 5 t — 7. kl., 10 t — 8. kl. un 15 t — 9. kl.;

2) III nodaļā — preču nomenklaturā, kurām piemērojama C klase — a) pozīciju „Kārniņi, asbestcimenta . . .” izteikt šādi:

Kārniņi, asbestcimenta (mākslīgā šifera plāksnes) un arī kopā ar tiem pārvadāšanai nodotie jumtu segšanas piederumi, kā vara satveres, cinkotas skrūves, naglas, čukuru satveres un tām līdz., ja piederumu svārs nepārsniedz 1% no kārniņu svāra;

b) pēc preces nosaukuma „Kārniņi . . .” ievietot nosaukumu „Kauli”;

3) IV nodaļā — preču nomenklaturā, kurām, pārvadājot lielā ātrumā, veduma maksas aprēķināma parastā ātruma sūtījumiem noteiktos apmēros:

a) pozīcijā „Dārzāji, svaigi” pēc preces nosaukuma „spināti” saikli „un” atvītot ar komā un pēc preces nosaukuma „tomāti” ievietot vārdus: „un zirņi”. un

b) pēc 5. pozīcijas — „Iespieddarbi . . .” ievietot jaunu 5.a pozīciju — „5.a Maize”.

Rīkojums stājas spēkā 1938. g. 15. septembrī.

Dzelzsc. galv. direktors K. Bļodnieks.  
Ekspluat. direktors J. Stakle.



**Zemes ierīcības iestāžu lēmumi.**

(Aprinķu mērnieku lēmumi.)

**Abrenes aprinķa mērnieka 155. lēmums.**

78. 1938. g. 22. jūlijā Abrenes aprinķa mērnieks apsprieda: Abrenes apr., Šķilbēnu pag. **Kukuškas 49. fermas** (zemesgrāmatas 6730. nodal.) ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu.

Iepazīniet ar lietu, uzklusis ieradušos ieinteresēto personu paskaidrojumus, aprinķa mērnieks, pamatojoties uz Lauksaimniecības nolikuma 182.—185., 198.—200. pantiem, nolēma: ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu apstiprināt bez izmaiņām.

Par saimniecību īpašniekiem noteikt:

Saimniecību nosaukumi	Zemes gabalu numuri pēc plāna	Zemes īpašnieku vārdi un uzvārdi	Dzimšanas laiks	Dzimšanas vieta	Līdzīpašniekiem kopīgā saimniecībā piederošās domājāmās daļas
1.	2.	3.	4.	5.	6.
Kūkoņu mājas	1.	Jānis Višņakovs	1903. g. 20./X	Tolkovas pag. Stulpinas ciemā	3/7
		Nikolajs Višņakovs	1911. g. 10./VIII	Baltinavas pag. Kukušku fermā	3/7
		Feodosija Višņakovs	1881. g. 19./IX	Purmalas pagastā	1/7
Dzegūzes mājas	3.	Jelisejs Minins	1876. g. 14./VI	Augšpils pag. Usovas ciemā	
Kivītes mājas	4.	Vasilijs Minins	1880. g.	Augšpils pag. Usovas ciemā	

Atzīt, ka iedalītās saimniecības ir vienvērtīgas tiem zemes gabaliem un tām agrākām tiesībām, kuras tās atvieto.

Projektu papildināt ar 17. p. „Atlīdzība valstij par izpildamiem zemes ierīcības darbiem jāņem saskaņā ar atlīdzības noteikumu par zemes ierīcības darbu izpildīšanu 7. p. pilnos apmēros.

Šis lēmums Lauksaimniecības nolikuma paredzētā laikā un kārtībā nav pārsūdzēts un ir stājies spēkā 1938. g. 22. augustā.

Abrenes apr. mērnieks E. Ozols.

**Abrenes aprinķa mērnieka 156. lēmums.**

79. 1938. g. 22. jūlijā Abrenes aprinķa mērnieks apsprieda Abrenes apr., Šķilbēnu pag. **Parmo 59. fermas** (zemesgrāmatas 10392. nodalij.) ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu.

Iepazīniet ar lietu, uzklusis ieradušos ieinteresēto personu paskaidrojumus, aprinķa mērnieks, pamatojoties uz Lauksaimniecības nolikuma 182.—185., 198. līdz 200. pantiem, nolēma: ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu apstiprināt bez izmaiņām.

Par saimniecību īpašniekiem noteikt:

Saimniecību nosaukumi	Zemes gabalu numuri pēc plāna	Zemes īpašnieku vārdi un uzvārdi	Dzimšanas laiks	Dzimšanas vieta	Līdzīpašniekiem kopīgā saimniecībā piederošās domājāmās daļas
1.	2.	3.	4.	5.	6.
Meldzeru mājas	1.	Sergejs Dmitrijevs	1882. g. 23./IX	Pļeskavas guberņā	1/2
		Feodors Dmitrijevs	1887. g.	Pļeskavas guberņā	1/2
Meiratu mājas	2.	Domeniks Sluckis	1869. g.	Viļakas pag. Brontu f.	
Zilītes mājas	3.	Franciškis Sluckijs	1884. g.	Viļakas pag.	
Parmas mājas	4.	Kārlis Sluckijs	1892. g. 22./III	Viļakas pagastā	

Atzīt, ka iedalītās saimniecības ir vienvērtīgas tiem zemes gabaliem un tām agrākām tiesībām, kuras tās atvieto.

Projekta 15. p. izteikt šādi: „Atlīdzība valstij par izpildamiem zemes ierīcības darbiem jāņem saskaņā ar atlīdzības noteikumu par zemes ierīcības darbu izpildīšanu 12. pantu“.

Šis lēmums Lauksaimniecības nolikuma paredzētā laikā un kārtībā nav pārsūdzēts un ir stājies spēkā 1938. g. 22. augustā.

Abrenes apr. mērnieks E. Ozols.

**Abrenes aprinķa mērnieka 159. lēmums.**

80. 1938. g. 22. jūlijā Abrenes aprinķa mērnieks apsprieda Abrenes apr., Šķilbēnu pag. **Marjino I fermas** (zemesgrāmatas 10393. nodalij.) ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu.

Iepazīniet ar lietu, uzklusis ieradušos ieinteresēto personu paskaidrojumus, aprinķa mērnieks, pamatojoties uz Lauksaimniecības nolikuma 182.—185., 198. līdz 200. pantiem, nolēma: ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu apstiprināt bez izmaiņām.

Par saimniecību īpašniekiem noteikt:

Saimniecību nosaukumi	Zemes gabalu numuri pēc plāna	Zemes īpašnieku vārdi un uzvārdi	Dzimšanas laiks	Dzimšanas vieta
Suntuļu mājas	2.	Semens Botins	1879. g. 1./IX	Pļeskavas guberņā
Kanašu mājas	3.	Nikolajs Andrejevs	1901. g. 10./V	Pļeskavas guberņā

Atzīt, ka iedalītās saimniecības ir vienvērtīgas tiem zemes gabaliem un tām agrākām tiesībām, kuras tās atvieto.

Projekta 14. pantu izteikt šādi: „Atlīdzība valstij par izpildamiem zemes ierīcības darbiem jāņem saskaņā ar atlīdzības noteikumu par zemes ierīcības darbu izpildīšanu 12. pantu“.

Šis lēmums Lauksaimniecības nolikuma paredzētā laikā un kārtībā nav pārsūdzēts un ir stājies spēkā 1938. g. 22. augustā.

Abrenes apr. mērnieks E. Ozols.

**Abrenes aprinķa mērnieka 157. lēmums.**

81. 1938. g. 22. jūlijā Abrenes aprinķa mērnieks apsprieda Abrenes apr., Šķilbēnu pag. **Dmitrijevkas 22. fermas** (zemes grāmatas 3310. nodal.) ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu.

Iepazīniet ar lietu, uzklusis ieradušos ieinteresēto personu paskaidrojumus, aprinķa mērnieks, pamatojoties uz Lauksaimniecības nolikuma 182.—185., 198.—200. pantiem, nolēma: ārējo robežu nostiprināšanas un sadalīšanas zemes ierīcības projektu apstiprināt ar izmaiņām:

- 1) projekta 15. pantu stripot,
- 2) saskaņā ar ierakstiem zemes grāmatās apgrūtināt 2. un 3. zemes gabalus katru ar parādu Ls 1800;— un piedziņu Ls 589,— par labu Latvijas bankai.

Par 2. zemes gabala „Oldzeru mājas“ īpašnieci noteikt Nadeždu Judovu, dzim. Feodorovu, dzim. 1903. g. 13. augustā Gauru pagasta Grincu c. Atzīt, ka iedalītās zemes gabali ir vienvērtīgi tiem zemes gabaliem un tām agrākām tiesībām, kuras tie atvieto.

Projekta 14. pantu izteikt šādi: „Atlīdzība valstij par izpildamiem zemes ierīcības darbiem jāņem saskaņā ar atlīdzības noteikumu par zemes ierīcības darbu izpildīšanu 12. pantu“.

Šis lēmums Lauksaimniecības nolikuma paredzētā laikā un kārtībā nav pārsūdzēts un ir stājies spēkā 1938. g. 22. augustā.

Abrenes apr. mērnieks E. Ozols.

**Iecelšanas un atvaļinājumi.****346. rikožums.**

1938. gada 2. septembrī.

2. §.

Iekšlietu ministris ar savu 1938. g. 31. augusta rikožumu par pašvaldību pārstāvjiem Daugavpils pilsētas skolu valdē 1938./39. mācības gadā iecēlis: 1) Daugavpils pilsētas valdes locekli Augustu Inku un 2) Daugavpils pilsētas valdes locekli Jāni Bērziņu.

Norāde: Iekšlietu ministrijas Pašvaldības departamenta š. g. 31. augusta 14660. raksts.

Izglītības ministris J. Auškāps.

Skolu depart. direktors K. Ozoliņš.

**2070. lēmums.**

1938. g. 6. septembrī, saskaņā ar likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām („Vald. Vēstn.“ 1938. g. 36. num.), atbrīvoju uz paša lūguma Indriķi Zemīti no „Krustpils lopkopības pārraudzības biedrības“ valdes locekļa amata un viņa vietā iecēju Juri Krūmiņu.

Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. direktora v. i. M. Jansons.

**Valdības iestāžu paziņojumi.****Latvijas bankas paziņojums.**

Latvijas bankas 25 latu banknotas, kuru apraksts ievietots „Vald. Vēstn.“ š. g. 197. num., laistas apgrozībā š. g. 14. septembrī.

Latvijas banka.

**PAZIŅOJUMS****Siguldas pilsētas zemes gabalu robežu un galīgās uzmērīšanas lietā.**

Zemes ierīcības departaments, pamatojoties uz instrukciju valsts fonda zemju galīgai uzmērīšanai pilsētās („Vald. Vēstn.“ 1934. g. 183. num.), uzaicina Siguldas pilsētas administratīvās robežas ietilpstošo valsts fonda zemes objektu ieguvējus un arī ar valsts fonda zemi pierobežojošo privāto zemju īpašniekus pieteikt gādījumus, kur šo objektu robežas ir neskaidras vai apstrīdamas, vai kur vēlams to regulēšana saskaņā ar Likumu par nekustamu īpašumu nostiprināšanu sakarā ar Agrarās reformas likumu.

Pieteikumi jāiesniedz rakstiski uz Zemes ierīcības departamenta Mērniecības daļas vārdu caur Siguldas pilsētas valdi 1 mēneša laikā, skaitot no 1938. g. 23. septembra līdz 22. oktobrim (iesk.).

1938. g. 26. septembrī un 8., 11. un 22. oktobrī, no plkst. 10 līdz 15, Siguldas pilsētas valdes kancleja, Siguldā Ausekļa ielā 7, ieinteresētām personām paskaidrojums šī lietā sniegs un arī pieteikumus pieņems Mērniecības daļas mērnieks Fricis Leitis.

Pēc šē uzrādītā 1 mēneša termiņa pieteikumus par robežu noskaidrošanu un nokārtošanu galīgās uzmērīšanas kārtībā nepieņems.

1938. g. 13. septembrī.

Zemes ierīc. dep. direkt. v. Z. Krūmiņš.  
Mērniec. daļas vad. v. E. D. Daugulis.

**PAZIŅOJUMS****Subatas pilsētas zemes gabalu robežu un galīgās uzmērīšanas lietā.**

Zemes ierīcības departaments, pamatojoties uz instrukciju valsts fonda zemju galīgai uzmērīšanai pilsētās („Vald. Vēstn.“ 1934. g. 183. num.), uzaicina Subatas pilsētas administratīvās robežas ietilpstošo valsts fonda zemju objektu ieguvējus un arī ar valsts fonda zemi pierobežojošo privāto zemju īpašniekus pieteikt gādījumus, kur šo objektu robežas ir neskaidras vai apstrīdamas, vai kur vēlams to regulēšana saskaņā ar Likumu par nekustamu īpašumu nostiprināšanu sakarā ar Agrarās reformas likumu.

Pieteikumi jāiesniedz rakstiski uz Zemes ierīcības departamenta Mērniecības daļas vārdu caur Subatas pilsētas valdi 1 mēneša laikā, skaitot no 1937. g. 15. septembra līdz 14. oktobrim.

1938. g. 17., 24., 28. septembrī un 1. oktobrī, no plkst. 9 līdz 13, Subatas pilsētas valdes kancleja, Subatā, Domes ielā 14, ieinteresētām personām sniegs paskaidrojums šī lietā un arī pieņems pieteikumus Mērniecības daļas vec. mērnieks R. Vilks.

Pēc šē uzrādītā mēneša termiņa pieteikumus par robežu noskaidrošanu un nokārtošanu galīgās uzmērīšanas kārtībā nepieņems.

1938. g. 13. septembrī.

Zemes ierīc. dep. direkt. v. Z. Krūmiņš.  
Mērniec. daļas vad. v. E. D. Daugulis.

**PAZIŅOJUMS****Rīgas pilsētas bij. Buļļu saimniecības zemes gabalu robežu un galīgās uzmērīšanas lietā.**

Zemes ierīcības departaments, pamatojoties uz instrukciju valsts fonda zemju galīgai uzmērīšanai pilsētās („Vald. Vēstn.“ 1934. g. 183. num.), uzaicina Rīgas pilsētas administratīvās robežas ietilpstošo bij. Buļļu saimniecības valsts fonda zemes objektu ieguvējus un arī ar valsts fonda zemi pierobežojošo privāto zemju īpašniekus pieteikt gādījumus, kur šo objektu robežas ir neskaidras vai apstrīdamas, vai kur vēlams to regulēšana saskaņā ar Likumu par nekustamu īpašumu nostiprināšanu sakarā ar Agrarās reformas likumu.

Pieteikumi jāiesniedz rakstiski uz Zemes ierīcības departamenta Mērniecības daļai (Rīgā, Raiņa bulvārī 6, 35. dz.) 1 mēneša laikā, skaitot no 1938. g. 16. septembra līdz 15. oktobrim.

1938. g. 17., 20., 23., 26. un 28. septembrī, no plkst. 8 līdz plkst. 16, Rīgā, Vētras ielā 3, ieinteresētām personām sniegs paskaidrojums šī lietā un arī pieņems pieteikumus Mērniecības daļas mērnieka v. i. Edgars Grunte.

Pēc šē uzrādītā mēneša termiņa pieteikumus par robežu noskaidrošanu un nokārtošanu galīgās uzmērīšanas kārtībā nepieņems.

1938. g. 13. septembrī.

Zemes ierīc. dep. direkt. v. Z. Krūmiņš.  
Mērniec. daļas vad. v. E. D. Daugulis.



**PAZIŅOJUMS**  
par pagastu sekretaru un viņu palīgu  
pārbaudījumiem.

Iekšlietu ministrijas Pašvaldības departaments paziņo, ka pagastu sekretaru un viņu palīgu pārbaudījumi sāksies 1938. g. 26. septembrī, plkst. 8, Rīgā, Aizsargu ielā 29/31, Aizsargu namā, un ilgs līdz 7. oktobrim.

Aspirantiem uz pārbaudījumiem jāierodas noteiktā laikā, līdzņemot personas dokumentus un pārbaudījumus nepieciešamos rakstamiederumus.

Rīgā, 1938. g. 12. septembrī. 5861.  
Pašvaldības depart. direktors  
J. Zankevičs.  
Lauku nod. vad. J. Ziemānis.

**Meklētizbeidzamo personu  
2400. saraksts.**

- 47244. Aleksandrs Dimitrijevs. 53448/38.
- 47245. Nikolajs Jefremovs. 53329/38.
- 47246. Anna Kovalevskis. 52190/38.
- 47247. Kārlis Ozoliņš. 53300/38.
- 47248. Roberts Selga. 53345/38.
- 47249. Eduards Arturs Serms. 53434/38.
- 47250. Vladislavs Sprogis. „V. V.” 90/25.
- 47251. Aleksejs Stolbovs. 24934/28.
- 47252. Jānis Šērs. 36960/32.
- 47253. Marija Tuvikene. 41107/33.
- 47254. Aleksandrs Vasiļjevs. 53126/38.

Rīgā, 1938. g. 13. septembrī.  
Kriminālās policijas pārvaldes priekšnieks  
J. Silarājs.  
Darbvedis Hūns.

**Daugavpils apgabalt. 1. kriminālnod.,**

saskaņā ar savu 1938. g. 13. septembra lēmumu, atsauc „Vald. Vēstn.” 1938. g. 122. num. ievietoto sludinājumu par Antonīnas Semjonovas, dzim. Cipkins, meklēšanu, jo minētā Antonīna Semjonovs, dzim. Cipkins, ir atrasta.

Daugavpilī, 1938. g. 13. septembrī.  
Vicepriekšsēdētājs Blūmentāls.  
Sekretara pal. P. Dobkals.

**Siesu  
sludinājumi.**

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Karļa Gailiša (Gailis) publiskā kārtībā 1925. gada 20. martā taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1938. g. 23. martā Lodes pag. mir. Karļa Gailiša (Gailis), dzim. 1863. gada 1. martā, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16469g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 9. augusta tiesas sēdē attaisīto Pētera Kazēka mājas kārtībā 1932. g. 22. oktobrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1938. g. 26. aprīlī Lužāņu pag. mir. Pētera Kazēka dzim. 1857. gada 6. martā (v. st.), mant. kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16469g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Roberta-Fridriha Gudžes publiskā kārtībā 1938. g. 1. februārī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1938. g. 14. jūnijā Rīgā mir. Roberta-Fridriha Gudžes, dzim. 1865. gada 24. martā, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16470g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Anes (Annas) Karčevskis, dzim. Dečalevs, mājas kārtībā 1937. g. 5. februārī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1938. g. 23. oktobrī Rīgā mir. Anes (Annas) Karčevskis, dzim. Dečalevs, dzim. 1867. g. Višķu pag., mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16473g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Jāņa Baltiņa mājas kārtībā 1937. g. 7. maijā taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1937. g. 5. oktobrī Keču pag. mir. Jāņa Baltiņa, dzim. 1862. gada 31. augustā, mantojumu kā

**Vietējo iestāžu rikojumi.**

Apstiprinu, 1938. g. 1. septembrī.  
Iekšlietu ministrs V. Gulbis.  
Būvniecības depart. direktors  
P. Mieziš.

**Krāslavas saistošo būvnoteikumu  
grozījums,**

pieņemts Krāslavas pils. valdes 1938. g. 12. aug. sēdē (8. prof. 3. p.)

Krāslavas saistošo būvnoteikumu, kas izsludināti „Valdības Vēstnesī” 1938. gada 22. numurā, 27. un 28. pantus grozīt šādi:

27. Saimniecības rajonā ēkas būvlaidā ceļamas slēgtā apbūvē, t. i. no robežas līdz robežai, izbūvējot uz robežām pretuguns mūrus.

28. Pieļaujama arī ēku celšana pie vienas robežas ar pretuguns mūri, atkāpjoties no otras robežas ne mazāk par 4 metri. Bet tādā gadījumā ēka jācēl pie tās kaimiņa robežas, pie kuŗas jau pastāv kaimiņa ēka.

Šis pārgrozījums stājas spēkā pēc 2 nedēļām no tā izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Pilsētas galva A. Ruskulis.  
Sekretars J. Sūrumis.

**Kandavas saistošo noteikumu pār-  
grozījumi par afixu, reklamu u. c.  
sludinājumu izlikšanu,**

pieņemti Kandavas pils. valdes 1938. g. 26. aug. sēdē un apstiprināti ar Iekšlietu ministrijas Pašvaldības depart. 1938. g. 1. sept. 14663. rakstu.

„Valdības Vēstnesī” 1925. g. 100. num. izsludināto Kandavas saistošo noteikumu par afixu, reklamu, sludinājumu un citu ziņojumu izlikšanu 5. panta piezīme ar šo atcelta.

Pārgrozījumi stājas spēkā pēc 14 dienām no tā izsludināšanas „Valdības Vēstnesī”.

Pilsētas galva K. Kārklīšs.  
Sekretars P. Jancis.

**Māksla.**

**Nacionālā opera.**

Šovakar pirmā šīs sezonas svētku izrāde Maskanji „Zemnieka gods” un Leonkavallo „Pajaci”, dirigenta Jāņa Kalniņa vadībā un režisora V. Pūces inscenējumā. Dekorators P. Rožlapa, kormeistari T. Kalniņš un R. Vanags. „Zemnieka gods” piedalās Erna Traviņš, A. Priednieks, Herta Štrauss, Olga Blumbergs, A. Kortāns; „Pajacos” Vilma Briedis, M. Vētra, A. Kaktiņš, T. Matīss, V. Stots. Derīga pirmizrāžu abonementa l. biļete.

Operete „Pavasara mila” ar Mildu Brechmani-Štengelī un Vladimiru Kadīķi galvenās lomās piektdien, 16. septembrī. Piedalās E. Pfeifers, P. Brivkains, E. Mikelsons, V. Leonaitis, A. Kortāns u. c. Dirigents T. Reiters. Parastās pusceņas.

Sestdien, 17. sept., „Zemnieka gods” un „Pajaci”. Piedalās E. Traviņš, A. Priednieks, V. Briedis, M. Vētra, A. Kaktiņš u. c. Dirigents J. Kalniņš. Pusceņas ierobežotā skaitā.

Svētdien, 18. septembrī, plkst. 13.30 operete „Klīvija”. Katrs pieaugušais var ņemt 1 bērnu par brīvu līdz, 2 bērni var ņemt ar 1 biļeti; plkst. 19.30 „Piķa dama”. Parastās pusceņas.

**Nacionālais teatris.**

Ceturtdien, 15. sept., plkst. 19.30 ar L. Štengelī piedalīšanos pēdējo reizi „Nenozīmīgā sievietē”.

Piektdien, 16. sept., plkst. 19.30 „Indulis un Arija”; derīgas pusceņu kartes.

Sestdien, 17. sept., plkst. 19.30 lētā izrādē „Kalēja ligava”.

Svētdien, 18. sept., plkst. 14 lētā izrādē ar L. Štengelī „Mūžīgi vīrišķais”; pulksten 19.30 „Indulis un Arija”; derīgas pusceņu kartes.

Pirmdien, 19. septembrī, plkst. 19.30 lētā izrādē „Luīze Millere”.

**Dailes teatris.**

Ceturtdien, 15. sept., plkst. 19.30 lētā izrādē „Dzīves vilņos”.

Piektdien, 16. sept., plkst. 19.30 tautas izrādē „Āksts”.

Sestdien, 17. sept., plkst. 19.30 tautas izrādē „Putna piens”.

Svētdien, 18. septembrī, plkst. 14 tautas izrādē „Zaļā plavā”; plkst. 19.30 „Nogrimušais zvans”; parastās pusceņas.

**Literatura.**

Latvijas veterinārārstu žurnāls, 3. (6.) numurs, 1938. g. augusts, Latvijas veterinārārstu biedrības izdevums.

Dārkopības un biškopības žurnāls, 9. numurs, Latvijas Lauksaimniecības kameras izdevums.

Fiziskā kultūra un sports, 9. burtnīca, 1938. g. septembrī, Latvijas fiziskās kultūras un sporta komitejas izdevums.

**KURSI.**

Rīgas biržā 1938. gada 15. septembrī.

Devīzes: Ls

1 Amerikas dolars . . . . .	5,21—5,31
1 Anglijas mārciņa . . . . .	25,16—25,28
100 Francijas franku . . . . .	13,85—14,45
100 Beļģijas beļģu . . . . .	88,05—89,55
100 Šveices franku . . . . .	117,80—119,30
100 Itālijas liru . . . . .	27,43—27,93
100 Zviedrijas kronu . . . . .	129,00—131,00
100 Norvēģijas kronu . . . . .	125,75—127,75
100 Dānijas kronu . . . . .	111,60—113,60
100 Austrijas šilīņu . . . . .	—
100 Čekoslovākijas kronu . . . . .	17,85—18,35
100 Holandes guldeņu . . . . .	281,25—284,25
100 Vācijas marku . . . . .	203,92—205,92
100 Somijas marku . . . . .	10,98—11,28
100 Igaunijas kronu . . . . .	137,95—139,95
100 Polijas zlotu . . . . .	98,05—99,05
100 Lietavas litu . . . . .	87,95—89,15
100 Dancigas guldeņu . . . . .	98,05—99,05

Vērtspapīri:

Latvijas valsts 5% kredītzīmes	99,00—101,00
1931. g. iekš. ceļu aizņēm. oblig.	19,00—20,00
Valsts zemes bankas 4% (6%) parādu pārjaunoš. II sērijas ķīlu zīmes . . . . .	99,00—100,00
6% Latv. hip. bankas ķīlu zīmes	95,00—96,50
6% Rīgas hip. biedr. ķīlu zīmes	87,00—88,00
6% Rīgas privatu ķīlu zīmju kred. biedr. ķīlu zīmes . . . . .	87,50—88,50

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētāja v. V. Gailītis.  
Zvērināts biržas makleris P. Rupners.

Redaktors Jānis Ozols.

Šim numuram 12 lapas puses.

1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Jāņa Asara publiskā kārtībā 1932. g. 12. jūlijā taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1932. g. 7. augustā Rīgas-Jūrmalā, Melnužu mir. Jāņa Asara, dzim. 1870. gada 23. febr., mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16471g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 9. augusta tiesas sēdē attaisīto Pētera Kazēka mājas kārtībā 1932. g. 22. oktobrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1938. g. 26. aprīlī Lužāņu pag. mir. Pētera Kazēka dzim. 1857. gada 6. martā (v. st.), mant. kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16475g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Mārtiņa Tamesara (Tamisars) publiskā kārtībā 1931. g. 17. novembrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1935. g. 8. jūnijā Salacas pag. mir. Mārtiņa Tamesara (Tamisars), dzim. 1861. gada 29. janvārī (v. st.), mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16476g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Jura Eglīša mājas kārtībā 1937. g. 7. decembrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1937. g. 13. decembrī Bejas pag. mir. Jura Eglīša, dzim. 1864. gada 15. februārī, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16477g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 23. augusta tiesas sēdē attaisīto Anes (Annas) Karčevskis, dzim. Dečalevs, mājas kārtībā 1937. g. 5. februārī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1937. g. 23. oktobrī Rīgā mir. Anes (Annas) Karčevskis, dzim. Dečalevs, dzim. 1867. g. Višķu pag., mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16478g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. likuma 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 4. oktobrī minētās nodalas atklātā tiesas sēdē attaisītais Anša Rundvalda testamentu. Ansis Rundvalds dzimis 1867. gada 8. martā Livbērzes pagastā un miris 1938. g. 9. jūnijā Rīgā.

Rīgā, 1938. g. 12. septembrī.  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

1938. g. 9. septembrī. 16474g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Jāņa Bodnieka publiskā kārtībā 1936. g. 24. decembrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1937. g. 5. aprīlī Sejas pag. mir. Jāņa Bodnieka, dzim. 1868. g. 13. jūnijā, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16476g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Jura Eglīša mājas kārtībā 1937. g. 7. decembrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1937. g. 13. decembrī Bejas pag. mir. Jura Eglīša, dzim. 1864. gada 15. februārī, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16476g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Jura Eglīša mājas kārtībā 1937. g. 7. decembrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1937. g. 13. decembrī Bejas pag. mir. Jura Eglīša, dzim. 1864. gada 15. februārī, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16476g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 30. augusta tiesas sēdē attaisīto Jura Eglīša mājas kārtībā 1937. g. 7. decembrī taisīto testamentu vai kam būtu kādas tiesības vai prasības uz 1937. g. 13. decembrī Bejas pag. mir. Jura Eglīša, dzim. 1864. gada 15. februārī, mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

1938. g. 8. septembrī. 16476g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod.,**

saskaņā ar Civilprocesa likuma 1575. p., paziņo, ka 1938. gada 4. oktobrī minētās nodalas atklātā tiesas sēdē attaisītais Anša Rundvalda testamentu. Ansis Rundvalds dzimis 1867. gada 8. martā Livbērzes pagastā un miris 1938. g. 9. jūnijā Rīgā.

Rīgā, 1938. g. 12. septembrī.  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis.

1938. g. 9. septembrī. 16631g  
Vicepriekšsēdētājs J. Drande.  
Sekretars E. Lasmanis







**Daugavpils apgabalt. I. civilnod.,** pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 15. martā tiesas sēdē attaisīto, 1863. gadā dzim. un 1937. g. 18. decembrī Piedrujas pag. mir., Pāveta **Grickeviča** publisko testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas prasības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 9. sept. L. 1199a/38. 16657r  
Vicepriekšs. A. Straždiņš.  
Sekretars K. Kangurs.

**Daugavpils apgabalt. I. civilnod.,** pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1934. g. 15. maijā tiesas sēdē attaisīto, 1868. g. dzim. un 1934. g. 5. martā Daugavpilī mir., Konstantina **Doroškeviča (Daroškeviča)** privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas prasības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 9. sept. L. 1128a/38. 16658r  
Vicepriekšs. A. Straždiņš.  
Sekretars K. Kangurs.

**Daugavpils apgabalt. I. civilnod.,** pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 26. martā tiesas sēdē attaisīto, 1861. g. dzim. un 1937. gada 2. martā Piedrujas pagastā mir., Nikolaja **Orbitana** publisko testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas prasības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 9. sept. L. 1205a/38. 16659r  
Vicepriekšs. A. Straždiņš.  
Sekretars K. Kangurs.

**Daugavpils apgabalt. I. civilnod.,** pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 24. maijā tiesas sēdē attaisīto, 1875. g. dzim. un 1938. gada 6. aprīlī Daugavpilī mir., Jefima **Kartašova** privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas prasības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 9. sept. L. 2320a/38. 16660r  
Vicepriekšs. A. Straždiņš.  
Sekretars K. Kangurs.

**Daugavpils apgabalt. I. civilnod.,** pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 10. maijā tiesas sēdē attaisīto, 1875. g. 12. aprīlī Kapu pag. dzim. un 1937. gada 18. aprīlī Aglonas pagastā miruša, Vikentija **Skapara** privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas prasības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 9. sept. L. 1697a/38. 16661r  
Vicepriekšs. A. Straždiņš.  
Sekretars K. Kangurs.

**Daugavpils apgabalt. I. civilnod.,** pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. pantiem, paziņo, ka ar šo minēto personu nāvi ir atklājušies mantojumi, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šiem mantojumiem būtu kādas prasības vai tiesības kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas prasības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“, un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās prasības un prasības atzīs par zaudētām:

1) Stasislavs **Valpēteris (Valpēteris)**, dzim. 1866. g. 19. oktobrī, mir. 1924. g. 18. septembrī Bebreņu pag., L. 2335a/38.  
2) Pēteris **Subotjalo**, dzim. 1893. g., mir. 1937. g. 21. septembrī Daugavpilī, L. 2366a/38.

3) Monika **Matisans**, dzim. 1897. g. 1. jūnijā, mir. 1937. g. 3. jūnijā Višķu pag., L. 2376a/38.  
4) Adams **Matkevičs**, dzim. 1885. g. 6. decembrī, mir. 1937. g. 30. jūlijā, Piedrujas pag., L. 2390a/38.

5) Kalina **Lisičkins**, dzim. 1888. g., mir. 1936. g. 6. jūlijā (noslicis Daugavā), L. 2474a/38.  
6) Mikēlis **Cepļis**, dzim. 1866. g. 3. decembrī, mir. 1938. gada 7. aprīlī Krāslavas pag., L. 2529a/38.

7) Marija **Pētera m. Kursits (Korsits)**, 32 gadus veca, mir. 1921. g. 7. septembrī Rubenes pag., L. 2371a/38.  
8) Anna **Ontona m. Pastors**, 63 gadus veca, mir. 1918. g. 9. maijā Preiļu pag., L. 2574a/38.

9) Hona **Šlioma d. Magarams**, 57 gadus vecs, mir. 1907. g. 8. jūlijā Daugavpilī, L. 2577a/38.  
10) Andrejs **Rēķis**, dzim. 1871. g. 29. septembrī, mir. 1938. g. 18. aprīlī Lašu pag., L. 2592a/38.

Daugavpilī, 1938. g. 9. sept. Vicepriekšs. A. Straždiņš.  
Sekretars K. Kangurs.

**Rīgas pils. 11. iec. mirtiesnesis,** pamatojoties uz Sodū lik. 239. pantu, paziņo, ka ar 1938. gada 14. jūlija spriedumu **Aleksandrs Vagners**, dzim. 1881. g. 3. decembrī Jelgavā, atzīts par vainīgu tirgošanā ar pupiņu kafiju „Moka“, kura saturējusi tikai 36,0% pupiņu kafijas, savā kafijas graudzētavā **Rīgā, Miera ielā 1, š. g. 15. februārī**, un sodīts pēc Sodū lik. 234. panta ar 20 latiem vai nesamaksas gadījumā ar 6 dienām arestā.

Rīgā, 1938. g. 12. septembrī. 806. l. 16855g  
Mirtiesnesis K. Purgals.

**Rīgas apr. 1. iec. mirtiesnesis,** saskaņā ar Civilprocesa lik. 1628.—1631., 1693.—1694., 1710. pantiem, paziņo, ka pēc par mirušu atzītās **Annas Šimanskis** atklātās mantojums, un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to ir prasības kā mantiniekiem, kreditoriem, legatariem, fideikomisarjiem u. t. l., pieteikt šīs prasības mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“.

Ja minētās personas savas prasības iepriekš uzraudzītā termiņā nepieteiks, viņas atzīs par šīs prasības zaudētām.

Dubultos, 1938. g. 9. sept. 600. l. 16514e  
Mirtiesneša v. E. Kviessis.  
Sekret. v. M. Kačanovskis.

**Madonas apr. 3. iec. mirtiesnesis,** pamatojoties uz Sodū lik. 239. pantu, paziņo, ka ar 1938. gada 25. augusta spriedumu **Elza Paulīne Andreja m. Strāls**, dz. 1904. g. 2. martā Plaviņu pagastā, atzīta par vainīgu, ka 1938. g. 7. augustā, tirgojoties ar saldējumu **Vietalvas ev.-lnt. draudzes kapu svētkos Vietlavā**, nav ievērojusi pienācīgo tīrību un sodīta pēc Sodū lik. 235. p. ar 15 latiem vai nesamaksas gadījumā ar 4 dienām arestā.

Madonā, 1938. g. 12. sept. Mirtiesnesis F. Noriņš.  
Sekretars J. Rozenbergs.

**Jelgavas apr. iec. mirtiesnesis,** pamatojoties uz savu 1938. g. 7. septembra lēmumu un Civilproc. lik. 1629. p. 2. pkt., 1710., 1628. un 1696. pantiem, uzaicina visus, kam būtu uz 1937. gada 17. maijā mir. **Osipa Zukovska**, dzīv. Svētes pag. Ermiķu mājās, atstāto mantojumu kādas prasības un prasības kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarjiem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas prasības un prasības Jelgavas apr. iec. mirtiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Vald. Vēstnesī“.

Terminā nepieteiktās prasības un prasības ieskatīs par spēku zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 8. sept. 51/M. 16516e  
Mirtiesnesis J. Bārdiņš.  
Sekretars M. Helmanis.

**Jēkabpils iec. mirtiesnesis,** pamatojoties uz Civilproc. lik. 75. p. un saskaņā ar prasītāja **Karla Bremzes** lūgumu viņa prasības lietā pret atbildētāju, **Polijas laukstrādnieku Jozefu Rymzewiczu** ar prasības vērtību **Li 36.—** par zaudējumu atlīdzību, uzaicina atbildētāju, kurā dzīves vieta prasītājam nav zināma, ierasties tiesā 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un uzdot savu dzīves vieta. Ja atbildētājs šīn laikā neieradīsies personīgi vai nesūtīs pilnvarnieku, tad pavēsti atstās tiesas kancelejā, bet lietu noliks tiesas sēdē un izskatīs aizmuguriski.

Prasības lūgumam pievienota **Polijas laukstrādnieka līguma** grāmatlīpa.

Jēkabpilī, 1938. g. 8. sept. 630. l. 16513e  
Mirtiesn. V. Brunovskis.  
Sekretars Z. Rudzītis.

**Liepājas 3. iec. mirtiesnesis** uz **Emīlijas Dirinš** lūgumu un saskaņā ar savu š. g. 9. septembra lēmumu, uzaicina atbildētāju **Emīlu Dirinšu** 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Vald. Vēstnesī“ paziņot mirtiesnesim savu ievēlēto dzīves vieta **Liepājā** vai uzraudzīt tur dzīvojošu personu, kurā viņš pilnvaros saņemties tiesas piesūtītos rakstus un pavēstis **Emīlijas Dirinš** prasības lietā sev un bērniem pret atbildētāju **Emīlu Dirinšu** par **Li 4500.—** alimentu dēļ.

Dzīves vietas nepazīnošanas vai pilnvarnieka neuzdošanas gadījumā pēc minētā termiņa notecešanas visas pavēstes un rakstus uz **Emīlu Dirinšu** vārdu šīn lietā atstās tiesas kancelejā. **Emīls Dirinš** nevarēs atrunāties ar nezināšanu par šiem rakstiem un papīriem.

Liepājā, 1938. g. 9. sept. 1111. l. 16512e  
Mirtiesnesis H. Meike.

**Abrenes iec. mirtiesnesis,** saskaņā ar savu 1938. g. 8. augusta lēmumu un pamatodomas uz Civilproc. lik. 1710. p., uzaicina 1878. g. 8. janv. dzim. un 1933. g. 14. novembrī mir. **Jāņa Cibulka** mantiniekus un ieinteresētās personas 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ pieteikt savas prasības un tiesības uz atstāto mantojumu, un brīdina, ka visus tos, kas uzaicinājuma termiņā nepieteiks savas prasības un iebildumus, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs prasības vai atteikušas no iebildumiem.

Abrenē, 1938. g. 7. sept. L. 10/Aps. 16515e  
Mirtiesnesis K. Malkaus.

**Rīgas apgabaltiesas 2. iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 39. 3. dz., paziņo, ka 1938. g. 28. septembrī, plkst. 11, Rīgā, **Matīsa ielā 92/94, garaža, 1. publiskā izsolē pārdos Andreja Krūmiņa autobusus un vieglo auto,** kas novērtēti par 28.000 latiem.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. Rīgā, 1938. g. 12. sept. 16743  
Tiesu izpild. A. Grinfelds.

**Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7. 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 26. septembrī, plkst. 10, Rīgā, **Blaumana ielā 16/18, publiskā izsolē pārdos Malkas un Jāzepa Himmelhohe mebeles, rakstammašīnas, griezti lampas u. c.,** kas novērtēti par 2065 latiem.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. Rīgā, 1938. g. 12. sept. 1785. l. 16746e  
Tiesu izpildītājs J. Lācis.

**Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7. 1. dz., paziņo, ka 1938. g. 28. septembrī, plkst. 10, Rīgā, **Gertrūdes ielā 29, publiskā izsolē pārdos Rozas Bodņevs mebeles,** kas novērtētas par 810 latiem.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. Rīgā, 1938. g. 5. sept. 16745e  
Tiesu izpildītājs J. Lācis.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 2227. l. 17051g  
Tiesu izpildītājs J. Dribe.

**Rīgas apgabalt 11. iec. tiesu izpild.,** kura kanceleja ir Rīgā, Gertrūdes ielā 43. 8. dz., paziņo, ka 1938. gada 26. septembrī, plkst. 10, Rīgā, **Aizsargu ielā 42. 17. dz., 1. publiskā izsolē pārdos Herca un Judīša Karlinu mebeles, šujmašīnu u. c.,** kas novērtēti par 374 latiem.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. Rīgā, 1938. g. 10. septembrī. 3330. l. 17052g  
Tiesu izpildītājs O. Jurka.

**Rīgas apgabalt. 12. iec. tiesu izpild.,** kura kanceleja ir Rīgā, Skolas ielā 25. 10. dz., paziņo, ka 1938. gada 23. septembrī, plkst. 10, Rīgā, **Marijas ielā 91/93. 7. dz., 2. publiskā izsolē pārdos Vulfu un Čajas Borchošonu mebeles, griestu lampas, sienas pulksteņi un loga aizkurus,** kas novērtēti par 440 latiem.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. L. 2595/37. 17053g  
Tiesu izpild. E. Liepiņš.

**Liepājas apgabalt. Liepājas pils. 1. iec. tiesu izpild. J. Rolavs** (kanceleja Indriķa ielā 6, Uliņa ielā 51), saskaņā ar Civilprocesa lik. 1283., 1285., 1286.—1290. p., paziņo, ka 1938. g. 2. decembrī, plkst. 10, **Liepājas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē nekust. mantu, piederošu vienā ideālā trešdaļā (1/3) mirušā Miķeļa Pupaņa mantojuma masai,** kas atrodas **Liepājā, Raiņa ielā 61,** un ierakstīta **Liepājas-Aizputes zemes grāmatās** ar hip. 704. num.; **Nekustama manta pilnā sastāvā ir novērtēta uz Li 5480.—** bet tās pārdodamā daļa uz **Li 1826,67** un tiek pārdota **Alberta Skābes** prasību apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu ir nostiprināti hipoteku parādi: **Li 5000.—** un uz visu imobiliju bez tam **Li 4000.—** apmērā uz mir. **Miķeļa Pupaņa mantojuma masai** piederošo šā imobilija vienu trešdaļu.

Solišana sāksies saskaņā ar Civilproc. lik. 1293. p. no novērtēšanas sumas **Li 1826,67**, vai no priekšrocīgu prasību sumas, skatīties, kas būs augstākā pārdošanas dienā.

Solītājiem jāiemaksā **Li 182,67** drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdodamo imobiliju.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1938. g. 1. septembrī. L. 1340/38. g. 16446  
Tiesu izpildītājs J. Rolavs.

**Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Vispārējās apdrošināšanas sab. nelaimes gadījumos prasības piedzišanai 1938. gada 2. decembrī, plkst. 10, **Liepājas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Augustas Baumana nekustamo īpašumu,** kas atrodas Aizputes apr. Sakas pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 8546. num. un sastāv no zemes gabala ideālās 1/2 daļas;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība **Li 295.—**;

3) tam ir hipoteku parādi **Li 3200.—**;

4) solītājiem jāiemaksā **Li 30.—** drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma.

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved **Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.**

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — **Liepājas apgabaltiesas civilnod. kancelejā.**

Aizputē, 1938. g. 5. sept. 16054e  
Tiesu izpildītājs A. Sālavš.

**Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas, Asiņes krājaizdevu sab. u. c. prasības piedzišanai 1938. gada 2. decembrī, plkst. 10, **Liepājas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 2. publiskā izsolē Andža-Johana Virba nekustamo īpašumu,** kas atrodas Aizputes apr. Kalvenes pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 754. num. un sastāv no **Kunces mājām;**

2) nekustamā īpašuma izsoles vērtība **Li 5.355.—**;

3) tam ir hipoteku parādi **Li 11.850.—**;

4) solītājiem jāiemaksā **Li 536.—** drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma.

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved **Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.**

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — **Liepājas apgabaltiesas civilnod. kancelejā.**

Aizputē, 1938. g. 5. sept. L. 317/38. 16056e  
Tiesu izpildītājs A. Sālavš.

**Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības piedzišanai 1938. gada 2. decembrī, plkst. 10, **Liepājas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē nekust. mantu, piederošu vienā ideālā trešdaļā (1/3) mirušā Miķeļa Pupaņa mantojuma masai,** kas atrodas **Liepājā, Raiņa ielā 61,** un ierakstīta **Liepājas-Aizputes zemes grāmatās** ar hip. 704. num.; **Nekustama manta pilnā sastāvā ir novērtēta uz Li 5480.—** bet tās pārdodamā daļa uz **Li 1826,67** un tiek pārdota **Alberta Skābes** prasību apmierināšanai.

Uz šo nekustamo mantu ir nostiprināti hipoteku parādi: **Li 5000.—** un uz visu imobiliju bez tam **Li 4000.—** apmērā uz mir. **Miķeļa Pupaņa mantojuma masai** piederošo šā imobilija vienu trešdaļu.

Solišana sāksies saskaņā ar Civilproc. lik. 1293. p. no novērtēšanas sumas **Li 1826,67**, vai no priekšrocīgu prasību sumas, skatīties, kas būs augstākā pārdošanas dienā.

Solītājiem jāiemaksā **Li 182,67** drošības naudas un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt pārdodamo imobiliju.

Tiesības, kas novērs pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visos pārdodamās mantas dokumentos var ieskatīties pie tiesu izpildītāja.

Liepājā, 1938. g. 1. septembrī. L. 1340/38. g. 16446  
Tiesu izpildītājs J. Rolavs.

**Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas prasības piedzišanai 1938. g. 2. decembrī, plkst. 10, **Liepājas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Pētera Šternberga nekustamo īpašumu,** kas atrodas Aizputes apr. Klosteres pag., ierakstīts zemes grāmatu 2. reģistrā ar 2586. num. un sastāv no **Megu mājām;**

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība **Li 4.000.—**;

3) tam ir hipoteku parādi **Li 7.700.—** un Annai Šternbergs mūža alimenti;

4) solītājiem jāiemaksā **Li 400.—** drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma.

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved **Liepājas-Aizputes zemes grāmatu nodaļā.**

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kādi ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles — **Liepājas apgabaltiesas civilnod. kancelejā.**

Aizputē, 1938. g. 5. septembrī. L. 322/38. 16058r  
Tiesu izpildītājs A. Sālavš.

**Liepājas apgabalt. Aizputes iec. tiesu izpildītājs,** kura kanceleja ir Aizputē, Jelgavas ielā 4, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:







Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 539. lēmumu, līdzšinējā Kalīšas kultūras veicināšanas biedrība „Gaisma” pārreģistrēta par „Kalīšu kultūras veicināšanas biedrību”, ar valdes mājokli Stendes pag.

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 540. lēmumu, līdzšinējā „Vecpiebalgas makšķernieku biedrība „Alauksts” pārreģistrēta par „Vecpiebalgas makšķernieku biedrību”, ar valdes mājokli Stendes pag.

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 541. lēmumu, līdzšinējā „Rīgas pilsētas darbinieku biedrība” pārreģistrēta par „Galvas pilsētas Rīgas pašvaldību darbinieku biedrību”, ar valdes mājokli Rīgā. 17017e

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 542. lēmumu, pārreģistrēta „Limbažu savienības biedrība”, ar valdes mājokli Limbažos. 17009e

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 543. lēmumu, pārreģistrēta „Liepājas makšķernieku-sportsmeņu biedrība”, ar valdes mājokli Liepājā. 17013

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 544. lēmumu, pārreģistrēta Biedrība „S. Valmieras aizsargu pulka sporta klubs”, ar valdes mājokli Valmierā. 17072e

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 545. lēmumu, līdzšinējā „Liepājas pilsētas židu ģimnazijas (pamat- un vidusskolas) uzturēšanas biedrība” pārreģistrēta par „Liepājas židu pamatskolas uzturēšanas biedrību”, ar valdes mājokli Liepājā. 17010e

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 555. lēmumu, līdzšinējā Korporācijas „Rubonia” filiāļu biedrība pārreģistrēta par Filiāļu biedrību „Rubonia”, ar valdes mājokli Rīgā. 17019e

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 9. septembra R 556. lēmumu, pārreģistrēta Biedrība „Jelgavas airētāju klubs”, ar valdes mājokli Jelgavā. 17018e

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Nodokļu depart. nodokļu piedzīnējs paziņo, ka 1938. gada 23. septembrī, plkst. 13, Rīgā,

Duntes ielā 11, vairāksolišanā pārdos Leības Fridmaņa mantas, kas novērtētas par Ls 600,—, viņa nodokļu parāda piedzīšanai. 17058g

Rīgā, 1938. g. 14. septembrī. Nodokļu piedz. K. Vimba.

Nodokļu depart. nodokļu piedzīnējs paziņo, ka 1938. gada 24. septembrī, plkst. 13, Rīgā,

Brīvības ielā 107, vairāksolišanā pārdos Alfonsa Varka virpu, kas novērtēta par Ls 260,—, viņa nodokļu parāda piedzīšanai. 17059g

Rīgā, 1938. g. 15. septembrī. Nodokļu piedz. K. Vimba.

Rīgas pref. 12. iec. priekšn.

1938. g. 26. septembrī, plkst. 10, Rīgas centrālās kopējās slimo kases piedziņas lieta pārdos atklātā vairāksolišanā Rīgā, Ropažu ielā 27, Kārļa Luča 2 jauns, ar pelēku audeklu apvilktus klubkrēslus un 1 jaunu divdūvju drēbju skapi, zaļpelēki krāsoti. Mantas novērtētas par Ls 400,—. Pārdodamās mantas apskatāmas izsoles dienā un laikā uz vietas. 16924g

Iec. priekšn. R. Grīnbergs. Darbvedis Z. Ozoliņš.

Valsts Mežotnes lauksaimn. vidusskolas saimniecība

š. g. 20. septembrī, plkst. 13, mutiskā vairāksolišanā pārdos 9 liellopus.

Tuvākas ziņas par tālrūni Mežotne 40. 17057 L 3178

Ogres pag. 6-kl. pamatskolai

Cēsu apr., vajadzīgs 4. skolotājs,

virietis, sabiedriska darbinieks, kas var arī mācīt angļu valodu, militāro mācību un rokdarbus zēniem.

Lūgumi, ar zīmognodevu, vajadzīgiem dokumentiem un dzīves aprakstu jāpiesūta pagasta valde līdz 28. septembrim.

Kandidātus izraudzīs š. g. 28. septembrī, plkst. 12, pagasta valdes sēdē. Vēlama personīga ierašanās.

Pasta adrese — Vecogre. Tālrūnis Vecogre 80. Dzelzsceļa stacija — Baltava 1 km.

16894 Pagasta vec. H. Blauss. Sekretārs v. A. Holanders.

Dzelzavas 6-kl. pamatskolai

Madonas apr., vajadzīgs skolotājs-ja.

Lūgumi, ar Ls 2,— zīmognodevu, dzīves aprakstu un vajadzīgiem dokumentiem, jāiesniedz pagasta valdei līdz š. g. 23. septembrim, plkst. 15, kad pagasta valde izraudzīs kandidātus. Vēlama personīga ierašanās. Tuvākā stacija Dzelzava — 1 km. 16895e

Pagasta valde.

Dundagas pagasta Kolkas un ģipkas pamatskolām vajadzīgi divi skolotāji (jas),

ar tiesībām mācīt angļu valodu.

Kandidātiem jāiesniedz pagasta valdē līdz š. g. 27. sept. ar zīmognodevu apmaksāti lūgumi, dokumenti un īss dzīves apraksts. Kandidātus izraudzīs š. g. 28. septembrī, plkst. 13.

Tuvākā dzelzsceļa stac. Dundaga — 0,5 km. 16590e

Pagasta vec. V. Leģdiņš. Sekretārs A. Simaniš.

Radiofona abonentu kantoris izsludina par nederīgu nozaudēto abonementa 44924. atļauju,

kas 1930. g. 27. X izdota Kristam Jansonam. L. 3173. 16878v

4. Valmieras kājnieku pulks izsludina par nederīgu nozaudēto 29. personas aplieciņu, ko šī pulka komandieris 1937. g. 2. oktobrī izdevis virsn. vietn. Jānim Jaunvesmanim. 16791.

Vidusskolu direkcija izsludina par nozaudētu Valmieras valsts vidusskolas Kārlim Arnoldam Abolam 1927. g. 16. jūlijā izdoto 008414. gatavības aplieciņu.

Abrenes apr. polic. 2. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudētu Latv. iekšz. pasi ser. K Z 024979/7379, ko Balvu pag. valde 1931. g. 13. janv. izdevusi Nikolajam Jakovļevam, un 2) atsauc: 1) savu „Vald. Vēstn.” š. g. 184. num. ievietoto sludinājumu par Pāvēla Ignatjeva velosipēdu braukšanas 81208. num. nozaudēšanu un 2) „Vald. Vēstn.” š. g. 185. num. ievietoto sludinājumu par Aleksandra Jaundzema Latv. iekšz. pases ser. TK 012208/5808 nozaudēšanu. 16794

Asūnes pag. valde izsludina par nozaudētu 1229. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde 1935. g. izdevusi Vladislavam Pizanam. 16781v

Latvijas kredītbanka,

pamatojoties uz Kredītlūkuma 675. pantu, paziņo vispārīgai zināšanai, ka:

likvidētās Daugavpils tirgotāju savstarpējās kredītbiedrības lieta

1. Kredītlūkuma 672. panta kārtībā aprēķinātais kreditoriem sadalāmais tirais atlikums, atskaitot likvidācijas izdevumus un Latvijas bankai par labu iekasētās sumas, sastāda . . . . . Ls 8.547,44

no kuriem rezervējami likvidācijas noslēguma publikācijas un citiem izdevumiem . . . . . Ls 13,20

paliek kreditoru apmierināšanai . . . . . 8.534,24

2. Uz likvidācijas noslēguma dienu pārņemšanas un novērtēšanas komisijas atzīto kreditoru sarakstos skaitas:

a) kreditoru un noguldītāju prasījumi . . . . . 8.534,24

b) biedru dalības naudas . . . . . 22.587,90

c) biedriem atmaksājāmā, saskaņā ar Kredītlūkuma 678. pantu, samaksātā papildatbilda . . . . . 3.317,48

kopā prasījumi Ls 34.439,62

3. Pēc likvidācijas aprēķina apmierinājumu saņem:

a) skaidrā naudā pilnos apmēros kreditori par Ls 8.534,24

b) Valsts zemes bankas 2% ķīlu zīmēs, saskaņā ar Kredītlūkuma 678. pantu, zaudējumu segšanai no biedriem iemaksātie . . . . . 3.317,48

kopā izmaksājami Ls 11.851,72

4. Paliek bez apmierinājuma biedru dalības naudu prasījumi par . . . . . Ls 22.587,90

5. Latvijas bankas prasības pārņemšanas un novērtēšanas komisija atzinusi sekojošos apmēros:

a) pēc vekseļu rediskonta . . . . . 13.040,40

b) par garantijām . . . . . 12.446,—

kopā prasījumi Ls 25.486,40

No atzītām prasībām izslēdzami . . . . . Ls 12.446,—

par garantijām, jo likvidācijas laikā visas garantijas nokārtotas.

6. Latvijas bankas prasības apmierināšanai iekasēti:

a) pēc vekseļu rediskonta . . . . . 7.673,69

b) augļi un izdevumu atmaksas . . . . . 839,58

c) saskaņā ar Kredītlūkuma 678. pantu, Latvijas bankai izmaksājama pārķīlātā uz solidaras atbildības pamata zaudējumu segšanai izdoto vekseļu kapitālsuma . . . . . 1.261,23

kopā iekasēti Ls 9.774,50

d) no izmaksājāmām sumām atskaitāmi likvidācijas izdevumi . . . . . Ls 884,70

izmaksājami Ls 8.889,80

e) Latvijas bankas prasījumi neseģtā daļā, saskaņā ar Kredītlūkuma 670. pantu, atzīstami par striptotiem.

7. Saskaņā ar Kredītlūkuma 670. pantu, Latvijas bankai izmaksājamas sumas Ls 8.889,80 izsniedzamas Valsts zemes bankas 2% ķīlu zīmēs.

8. Līdz ar to Daugavpils tirgotāju savstarp. kredītbiedrības likvidācija, kas uzdota Latvijas kredītbankai ar Ministru kabineta 1935. g. 17. decembra lēmumu, ir noslēgusies.

16876r Latvijas kredītbanka.

Mežu departaments

1938. g. 28. oktobrī, plkst. 12, Liepājā, bij. Rūpniecības un amatnieku biedrības zalē, Rožu laukumā 3,

pārdos izsolē skuju un lapu koku mežu.

I. Mutiskā solišanā.

Aizputes virsmežniecībā, 1. un 2. iec. mežniecībās, Sakas un Rīvas novados, pavisam 5 vienības, pēc platības un celmu skaita no 203 num. kokiem līdz 2,11 ha, no Ls 100,— līdz Ls 350,— vērtībā.

Priekules virsmežniecībā, 2. iec. mežniecībā, Asītes novadā, 2 vienības, pēc platības un celmu skaita no 539 num. kokiem līdz 9,52 ha, no Ls 600,— līdz Ls 8000,— vērtībā.

II. Rakstiskā un mutiskā solišanā.

Aizputes virsmežniecībā, 1., 2., 3., 6. un 7. iec. mežniecībās, Sakas, Rīvas, Apriķu, Stīrnas un Almales novados, pavisam 5 vienības, pēc platības un celmu skaita no 4,03 ha līdz 20,62 ha un 5705 num. koki, no Ls 3000,— līdz Ls 20.000,— vērtībā.

Priekules virsmežniecībā, 1., 2. un 6. iec. mežniecībās, Vainodes, Asītes un Kaletu novados, pavisam 6 vienības, pēc platības un celmu skaita no 1,30 ha līdz 9,29 ha, no Ls 1200,— līdz Ls 12.000,— vērtībā.

Rucavas virsmežniecībā, 2. iec. mežniecībā, Dunikas novadā, 1 vienību, pēc platības 31,91 ha, Ls 20.000,— vērtībā.

Mežu pārdošanai saskaņā ar Likumu par valsts mežu un meža materiālu pārdošanu un izsniegšanu (izsl. „Vald. Vēstn.” 1936. g. 122. num. un 1937. g. 164. un 236. num.) un zempkopības ministra apstiprinātiem nosacījumiem.

Mežu departaments patur tiesības izsludināt pārdošanai nolemtās izsoles vienības noņemot no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas, izsoles un pārdošanas nosacījumi Mežu departamenta Mežsaimniecības daļā, Rīgā, Kalpaka bulv. 6, 6. dzīv., 54. ist. un pie attiecīgiem virsmežziņiem.

17024 Mežu departaments.

Latvijas univers. mācības un izmēģinājumu virsmežniecība

1938. g. 23. septembrī, plkst. 12, Auces mežniecības kanclejā, Aucē,

jauktā izsolē izdos mazāksolišanā novadgrāvju rakšanas darbus

Auces mežniecības Ramaņa apgaitas 23., 24., 35. un 36. kvart. 2085 tek. metr. garumā ar 1445 kub. metr. tilpuma, novērtētus par Ls 1210,—; izsoles drošības nauda Ls 50,—.

Darbu apraksti, grāvju projekti un tuvākas ziņas pie virsmežziņa, tālr. Auce 22. 16925

Bauskas un apkārtnes pašvaldību sadarbības apvienība

Bauskā, Dārza ielā 6, š. g. 27. septembrī, plkst. 10,

izdos jauktā izsolē Bauskas slimnīcas ārsta dzīvojamās mājas jaunbūves darbus.

Drošības nauda Ls 700,—. Valde patur tiesības darbus izdot pēc sava ieskata.

Tuvākas ziņas pie valdes priekšsēdētāja R. Leiša Bauskā, Pils ielā 48, tālr. 87.

Valdes priekšsēd. R. Leitis. Darbveža-grāmatv. v. i. V. Jansons.

17023

Iespiests Valsts tipogrāfijā.

Valsts dzelzsceļu 6. ceļu iecirkņa priekšnieks

savā birojā Daugavpils 2. preču stacijā š. g. 26. septembrī, plkst. 11,

izdos jauktās izsolēs šādus darbus:

1) mūra preču rampas būvi Skaistas stac., nodrošinājums Ls 50,—;

2) mūra preču rampas būvi Krāslavas stac., nodrošinājums Ls 50,—;

3) vezumu svaru pamatu būvi Daugavpils 1. preču stac., nodrošinājums Ls 50,—.

Tuvākas ziņas iecirkņa birojā, darba laikā. L 3157 16877

Alsviķa pag. valde izsludina par nederīgu 295. labības grām., ko šī pag. valde 1937. gadā izdevusi Aleksandram Ozolam.

Birzgales pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 351. darba grāmatīgu, ko Skrīveru pag. valde 1932. g. izdevusi Ansim-Alfredam Bullītim.

Daugavpils apr. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto 31/3341. aplieciņu, ko viņš 1933. g. 6. maijā izdevis Preiļu patērt. biedrībai „Spēks” tirdzniecībai ar ieročiem. 16795.

Daugavpils apr. polic. 2. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto 492. Latvijas iekšzemes pasi, ko Līvānu mēģ. valde 1920. g. 27. oktobrī izdevusi Paulam Derīnam.

Dzērves pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. BV 01093, ko šī pag. valde 1928. g. 8. jūnijā izdevusi Jānim Dinnem. 16092r

Jelgavas apr. polic. 5. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto velosipēda braukšanas 29079. num., ko Jaunauces pag. vec. polic. kartībnieks 1938. g. 24. V izdevis Gustavam Puvdžiņam. 16559v

Kuldīgas apr. priekšn. izsludina par nozaudētu smagā automobiļa 13053. piekabināmā vāģa numuru, kas izdots Krišam Junghanam 1938. g. 16799

Liepājas pils. valde izsludina par nederīgu nozaudētās šīs pils. vales izdotās labības grāmatīgas: 1) 2a, kas 1935. gadā izdota Minnai-Karlinei Zariņš, 2) 3. gr., kas 1934. gadā izdota Elzai Ruševics, 3) 2. grām., kas 1934. gadā izdota Žanīm Kleinšmitam, un 4) 4.a gr., kas 1935. gadā izdota Linai Kleinšmits. 16787v

Laucesas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. K I 003239/39, ko Bīkernieku pag. valde 1931. g. 11. jūnijā izdevusi Feodosijai Strelcovs. 16785

Laudas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto radio 362. atļauju, kas izdota Adolfam Ličim, Sāviņas pag. Lejasmizās. L. 3174. 16879

Madonas apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nozaudētu ieroču 2003. atļauju, ko viņš 1935. g. 23. augustā izdevis Pēterim Brutanam.

Madonas apr. polic. 2. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudētu Latv. iekšz. pasi ser. NJ 024243, ko viņš 1935. gada 22. oktobrī izdevis Evaldam Berelīm. 16339r

Rēzeknes kara apr. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Viļa Jūlas d. Kleina, dzim. 1902. g. 6. XI, 3045. karaklaustības aplieciņu, ko izdevis 6. Rīgas kāj. pulka komand. 1924. g. 4. aprīlī. 16792v

Salienas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 613. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde 1937. g. izdevusi Aleksandram Keivišam. 16430v

Uzavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 225. labības grāmatīgu, ko šī pag. valde izdevusi Jānim Lekterim 1937. gadā. 16547v

Valmieras pils. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 22. labības grām., ko šī pils. valde 1934. g. izdev. Natalijai Priede, dzim. Tiesnieks. 16561.

Vecpiebalgas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto nederīgā kara dienestam aplieciņu, ko 1937. g. martā Jelgavas kara apr. priekšn. izdevis Jānim Aleksandrovičam.

Višķu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 2238/47009. zirga pasi, ko šī pag. valde 1933. g. 27. janvārī izdevusi Antonam Kivriņam - Teresenokam. 16337r

Dažādi sludinājumi.

Zvārtavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 981/1515563. zirga pasi, ko Palsmanes pag. valde 1932. g. 3. augustā izdevusi Augustam Krauklim.

Tirdzniec. un rūpn. akc. sab. „Savienotās dzirnavas, Rīgā” valde uzaicina sabiedrības akcionarus uz

ārkārtēju pilnu akcionaru sapulci 1938. g. 8. oktobrī, plkst. 15, sabiedrības telpās Rīgā, Tvaikņu ielā 4.

Dienas kārtība:

1) sapulces darbinieku vēlēšana;

2) statutu grozīšana, pieskaņojot tos jaunā Likuma par akciju sabiedrībām un jaunu normalstatutu noteikumiem;